

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats" (Doc. Chambre, n° 1677/1 - 97/98), après avoir examiné l'affaire en ses séances des 12 et 13 août 1998, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 17 juli 1998 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge raad voor justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten" (Gedr. St. Kamer, nr. 1677/1 - 97/98), heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 12 en 13 augustus 1998, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES

1. La proposition de loi soumise à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat résulte, pour une large part, de la fusion de deux avant-projets de loi sur lesquels la section de législation a déjà donné un avis (1). Il s'agit,

d'une part, de l'avis L. 26.815/2/V donné le 15 septembre 1997 sur un avant-projet de loi "instituant un Conseil supérieur de la Justice", et,

d'autre part, de l'avis L. 27.415/2 donné le 2 avril 1998 sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant la désignation, la nomination et la promotion des magistrats, instituant un Conseil académique et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats".

Ces deux avant-projets ont été publiés dans le rapport fait au nom des Commissions réunies de la Justice et de la révision de la Constitution et de la réforme des institutions sur le thème "Nomination et promotion objectives dans la magistrature - Conseil supérieur de la Justice" (Doc. parl. Chambre, n° 1591/1-97/98).

(1) Voyez aussi la proposition de résolution relative à la réforme des services de police et de l'organisation judiciaire (Doc. parl. Sénat, sess. 1997-1998 n° 1-994/1 à 5 et Doc. parl. Chambre, n°s 1568/1 à 4-97/98).

A la suite, notamment, d'observations formulées dans les deux avis précités, entre autres quant à la constitutionnalité de certaines dispositions de ces avant-projets (1), plusieurs parlementaires ont déposé une proposition de révision de l'article 151 de la Constitution (Doc. parl. Chambre, n° 1675/1-97/98) en vue de tenir compte desdites observations.

Selon la note explicative concernant cette proposition et les développements de la proposition de loi à l'examen introduite par les mêmes parlementaires, celle-ci se donne pour objet d'exécuter ledit article 151 proposé de la Constitution.

Le présent avis part de l'hypothèse que la proposition de révision de l'article 151 de la Constitution, qui a été transmise au Conseil d'Etat par le Président de la Chambre des représentants en même temps que la proposition examinée et qui lui sert de fondement, sera adoptée avant que la proposition de loi ne soit discutée et adoptée.

2. S'agissant d'une proposition de loi, le Conseil d'Etat s'est abstenu de formuler toutes les remarques de forme ou de légistique que le texte proposé aurait pu appeler, bien que de nombreuses observations s'imposent, notamment du point de vue de la correction de la langue, surtout dans la version néerlandaise de la proposition. Il s'est essentiellement limité aux observations de fond, ne

(1) Il serait utile que, de même que les avant-projets de loi précités ont été publiés, les avis donnés par le Conseil d'Etat à leur sujet le soient aussi.

faisant des observations d'ordre formel que dans la mesure où celles-ci sont liées au fond.

3. A l'occasion de l'examen de la présente proposition, il conviendra d'être attentif à la proposition de loi sur l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs du Roi, déposée sur le bureau du Sénat le 15 juillet 1998 (Doc. Parl. Sénat, sess. 1997-1998, n° 1-1066/1) et soumise à l'examen de la section de législation du Conseil d'Etat sous la référence L. 28.081/1/V.

OBSERVATION GENERALE

Nature du Conseil supérieur de la Justice et recours juridictionnels

Le Conseil supérieur de la Justice que la proposition de révision de l'article 151 de la Constitution tend à créer comprend deux collèges, l'un francophone, l'autre néerlandophone. Au sein de chacun d'eux, il y a une commission de nomination et de désignation et une commission d'avis et d'enquête. Le Conseil supérieur et ses diverses composantes sont formés d'un nombre égal de magistrats de l'ordre judiciaire élus par leurs pairs et d'autres membres nommés par le Sénat. Diverses compétences leur échoient. Les unes sont attribuées à la commission de nomination et de désignation, les autres à la commission d'avis et d'enquête. Des compétences supplémentaires pourront être attribuées au Conseil supérieur de la Justice par une loi spéciale. La

.../...

note explicative concernant l'article 151 de la Constitution qualifie ce Conseil supérieur de la Justice d'"organe sui generis qui ne relève pas de l'un des trois pouvoirs et qui doit veiller, dans l'exercice de ses compétences, au bon fonctionnement du pouvoir judiciaire et respecter à cet égard l'indépendance de ce dernier" (p. 5).

Dans les développements de la proposition présentement examinée, plus précisément sous l'intitulé "Modification de l'article 151 de la Constitution", cette qualification d'organe sui generis, indépendant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, est reprise et explicitée. La nature particulière du Conseil supérieur de la Justice ne pourrait, en tout cas, avoir pour effet de priver les citoyens de tout recours juridictionnel contre les actes accomplis par lui dans l'exercice de ses diverses compétences.

Dans la note explicative concernant l'article 151 de la Constitution (p. 12), il est ainsi précisé que la décision du ministre (lire : le Roi) de nommer le candidat présenté par la commission de nomination et de désignation, peut être déférée à la censure d'annulation du Conseil d'Etat au même titre que le refus de le nommer. Un tel recours pourrait se fonder, notamment, sur un vice de légalité qui affecterait la présentation. Un contrôle juridictionnel serait ainsi indirectement exercé sur les actes de présentation de la commission de nomination et de désignation (1).

(1) On pourrait se demander si la présentation n'est pas susceptible de faire l'objet d'un recours direct lorsqu'elle a pour effet d'exclure définitivement un candidat.

La même solution s'impose pour les désignations, hormis celles faites par les assemblées plénières des juridictions.

En ce qui concerne la décision de la commission d'avis et d'enquête de ne pas traiter une plainte, la question est également résolue : cette décision n'est susceptible d'aucun recours (article 259bis-15, § 3, alinéa 2 proposé, du Code judiciaire).

Quant aux avis, propositions et rapports visés à l'article 259bis-18 proposé du Code judiciaire, il paraît évident qu'ils ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un contrôle juridictionnel, ceci tant en raison de leur nature que de leur contenu. Il appartiendra aux autorités politiques de décider de la suite à y donner.

D'une manière générale, il serait souhaitable que le législateur prenne ouvertement position afin d'éviter que dans les autres cas, les intéressés soient privés d'un recours effectif. Ainsi, qu'en est-il des décisions prises par le Conseil supérieur de la Justice à l'égard de ses membres, par exemple en cas de contestation en matière d'incompatibilité ou en matière de révocation anticipée du mandat pour motifs graves (article 259bis-3, § 3, 2°, et § 4 proposés, du Code judiciaire) ou encore à l'égard des membres de son personnel (article 259bis-6, § 2, alinéas 1er, 3 et 5 proposés, du Code judiciaire) ?

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESArticle 2

(article 79 proposé du Code judiciaire)

Le texte proposé n'indique pas quelle est l'autorité compétente pour fixer le nombre de juges d'instruction, de juges des saisies et de juges de la jeunesse à désigner, pour répondre aux nécessités du service.

Article 3

(article 80 proposé du Code judiciaire)

Afin d'éviter tout risque d'erreur dans la division de l'article en alinéas, il serait préférable de réécrire entièrement l'article 80.

Article 5

(article 106 proposé du Code judiciaire)

Il apparaît du commentaire des articles que cette disposition remplace l'alinéa 4 de l'article 106 du Code judiciaire, et non son alinéa 5.

.../...

Article 12

(article 145 proposé du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il conviendrait de viser la loi du 7 juillet 1975, et non celle du 17 juillet 1975 comme indiqué par erreur.

Article 13

(article 151 proposé du Code judiciaire)

Contrairement à ce qu'indique le commentaire des articles (p. 27), le dernier alinéa de l'article 151, soit son alinéa 4 introduit par la loi du 17 juillet 1997, est consacré aux substituts spécialisés en matière commerciale, et non à ceux spécialisés en matière fiscale.

Ces derniers étaient visés à l'alinéa 4 ancien du même article, qui a été abrogé par la loi du 20 juillet 1998.

Ce sont donc les alinéas 3 et 4 qu'il conviendrait d'abroger.

Article 15

(article 156bis proposé du Code judiciaire)

Il y aurait lieu de préciser que l'article 156bis a également été modifié par la loi du 10 février 1998.

.../...

Article 16

(article 186bis proposé du Code judiciaire)

1. Si les définitions contenues dans l'article 186bis, § 1er proposé, s'appliquent à l'ensemble des livres Ier et II de la deuxième partie du Code judiciaire, on ne voit pas pourquoi les insérer dans le titre VI du livre Ier.

2. Afin d'harmoniser la liste de définitions du paragraphe 1er de la disposition proposée, il serait souhaitable d'écrire, au 2°, "Mandat de chef de corps" au lieu de "Chef de corps" et de faire suivre aux 2°, 3° et 4°, les termes à définir par les mots ": les mandats de ...".

Article 17

(article 187 proposé du Code judiciaire)

Au paragraphe 2, alinéa 1er, 1°, il serait prudent de préciser dans le texte lui-même ce qu'il y a lieu d'entendre par "fonction judiciaire".

Est-elle synonyme de l'expression "magistrat du siège ou du ministère public" utilisée dans les articles suivants ?

Vise-t-elle également les juges suppléants ?

.../...

Article 18

(article 189 proposé du Code judiciaire)

Pour faire correspondre le texte proposé du paragraphe 2 de l'article 189 du Code judiciaire à la volonté des auteurs de la proposition, telle qu'elle est exprimée dans le commentaire des articles, il conviendrait de préciser dans ce texte que le candidat au mandat adjoint de vice-président doit avoir exercé la fonction de juge depuis au moins trois ans dans la même juridiction.

Les articles 22, 27 et 30 de la proposition appellent une observation similaire.

Articles 20 et 21

(articles 191 et 191bis proposés du Code judiciaire)

Il y aurait lieu de mentionner dans chacune de ces dispositions que les articles 191 et 191bis du Code judiciaire ont également été modifiés par la loi du 10 février 1998.

Article 27

(article 207 proposé du Code judiciaire)

Le commentaire des articles n'expose pas pourquoi la nomination de conseiller n'est accessible, pour ce qui concerne les candidats extérieurs à la magistrature, qu'aux avocats, à l'exclusion des personnes possédant une autre expérience juridique, acquise dans le secteur public ou

.../...

privé (paragraphe 3, 2°, de l'article 207 proposé du Code judiciaire). A titre de comparaison, la nomination des juges de première instance (article 191 du Code judiciaire que l'article 20 de la proposition tend à modifier) ou des conseillers à la Cour de cassation (article 254 du Code judiciaire, dont la modification est proposée par l'article 35 du texte examiné) prend également en compte l'expérience juridique acquise ailleurs qu'au barreau. En l'absence d'une justification objective et raisonnable, cette différence de traitement pourrait être constitutive d'une discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

Une observation analogue peut être faite à propos de l'article 209, § 2, du Code judiciaire que l'article 30 de la proposition vise à modifier.

Article 31

(article 210 du Code judiciaire)

L'article 2 de la proposition laisse subsister, dans l'article 79 du Code judiciaire, les règles selon lesquelles les titulaires de mandats spécifiques au tribunal de première instance peuvent siéger en chambre ordinaire. En revanche, l'article 31 de la proposition abroge tout l'article 210 du Code judiciaire pour le motif, peu explicite et non vérifié, que les dispositions de la proposition relatives aux mandats suffiraient à régler ce problème. Il y a là une incohérence à laquelle il conviendrait de remédier.

.../...

Article 33

(articles 212 à 214 du Code judiciaire)

Au 2° de l'article examiné, il convient de mentionner que l'article 213 du Code judiciaire a également été modifié par la loi du 20 juillet 1998.

Article 35

(article 254 proposé du Code judiciaire)

1. Au paragraphe 1er du texte proposé de l'article 254 du Code judiciaire, il y a une discordance entre le texte néerlandais qui prévoit "... een juridische functie uitoefenen ..." et le texte français qui mentionne "... exercer des fonctions juridiques ...". Il y aurait lieu d'y remédier.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, du texte français proposé, les mots "une fonction juridique" ont été omis.

Article 38

1. Lorsqu'un texte législatif modifie ou abroge plusieurs articles d'un autre texte législatif, il faut consacrer un article distinct à chaque article à modifier ou à abroger.

.../...

Cette règle a pour but de permettre aux parlementaires de voter séparément sur chacun des nouveaux articles du texte modifié.

La même observation vaut pour les articles 39, 41, 42 et 67 de la proposition.

2. Par ailleurs, les articles mentionnés dans la phrase liminaire de l'article 38 de la proposition ont également été modifiés par les lois des 19 juillet 1996 et 10 février 1998.

3. Il y aurait lieu, dans les articles du chapitre Vbis du titre VI du livre Ier de la deuxième partie du Code judiciaire que la proposition examinée tend à remplacer, de mentionner le Conseil supérieur de la Justice par sa dénomination exacte, et non par les termes "le Conseil supérieur", à moins de préciser, à l'article 259bis-1, § 1er proposé, que le Conseil supérieur de la Justice sera "ci-après dénommé Conseil supérieur".

4. Le chapitre Vbis proposé ne contient aucune disposition réglant l'emploi des langues par le Conseil supérieur de la Justice dans l'exercice de ses attributions.

.../...

Article 259bis-1 proposé du Code judiciaire

1. Le paragraphe 1er, alinéa 2, dispose que chaque collège doit compter au moins huit membres de chaque sexe. Le commentaire semble suggérer qu'il s'agit d'une obligation dictée par la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis. En réalité, en vertu de son article 1er, cette loi ne s'applique qu'aux organes consultatifs créés par la loi ou par un arrêté qui ont parmi leurs compétences, à titre principal, le pouvoir de donner des avis. Or, le Conseil supérieur serait institué par la Constitution et l'on ne peut considérer que ses compétences seraient, à titre principal, des compétences d'avis. Qui plus est, la proposition de loi examinée peut déroger à la loi du 20 juillet 1990. Il en résulte que le législateur est libre de fixer la composition du Conseil supérieur de la Justice et la représentation de chaque sexe, étant toutefois précisé que son pouvoir d'appréciation doit s'exercer dans le respect de la Constitution, en particulier du principe

.../...

d'égalité et de non-discrimination tel qu'il est consacré par les articles 10 et 11 (1).

2. Le texte proposé est ambigu. En effet, il ne permet pas de déterminer avec certitude si les trois catégories de magistrats qui y sont énumérées sont distinctes et, notamment, si par "membre du siège" il faut entendre exclusivement les magistrats du siège du tribunal de première instance, à l'exclusion des juges du tribunal du travail et du tribunal de commerce, des juges de paix ainsi que des magistrats du siège d'une cour, et par "membre du ministère public" uniquement les membres du parquet près le tribunal de première instance.

-
- (1) Les membres magistrats étant directement élus, on ignore au départ combien de membres de chaque sexe sera élu. A ce niveau, l'égalité de tous les candidats est ainsi assurée.
- C'est au Sénat, lors de la désignation des onze membres non-magistrats, qu'il appartiendrait d'assurer un certain équilibre entre hommes et femmes mais sans pour autant violer le principe d'égalité. L'équilibre préconisé par la proposition ne pourra pas toujours être atteint.
- A titre d'exemple, si trois membres seulement d'un sexe ont été élus parmi les onze magistrats, le Sénat aurait, selon la proposition, l'obligation de choisir cinq des huit non-magistrats dans l'autre sexe, ce qui aurait pour conséquence de créer une inégalité, non seulement entre les candidats magistrats et les candidats non-magistrats, mais surtout entre les candidats non-magistrats en fonction de leur sexe.
- Une telle inégalité ne semble pas pouvoir être justifiée raisonnablement dès lors que l'on met en balance la gravité de la discrimination établie entre des candidats à une importante fonction publique, l'objectif de la mesure, à savoir promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes qui n'existerait pas dans les faits, et l'un des objectifs essentiels de la loi qui est de disposer d'un Conseil supérieur de la Justice composé de personnalités objectivement choisies pour leurs compétences.

.../...

Si ces différentes catégories ne s'excluent pas, il pourrait en résulter de graves difficultés en ce qui concerne la confection des listes et, par suite, la régularité des opérations électorales.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, 1° et 2°, il y aurait lieu d'aligner le texte français sur le texte néerlandais.

Article 259bis-2 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er de la disposition proposée, il serait souhaitable de préciser que les collèges électoraux sont composés des magistrats de carrière en activité, comme le précise le commentaire de l'article.

2. Il résulte du paragraphe 1er, alinéa 1er, qu'il n'existe, pour tout le pays, que deux collèges électoraux : un collège des magistrats néerlandophones et un collège des magistrats francophones. Les magistrats font partie de l'un ou l'autre collège en fonction de la langue de leur diplôme au moment de la nomination. Par conséquent, l'alinéa 2 du paragraphe 1er, qui rattache les magistrats des juridictions ou des parquets "nationaux" au ressort de la cour d'appel de Bruxelles, est sans rapport avec la composition des collèges électoraux. Il se réfère, selon le commentaire, à l'exigence de répartition géographique visée à l'article 259bis-1, § 2, proposé. Cet alinéa trouverait donc plus logiquement sa place dans cette dernière disposition.

.../...

3. Il conviendrait de revoir l'alinéa 4 à la lumière de l'observation qui a été formulée au sujet du paragraphe 2 de l'article 259bis-1 proposé, de façon à harmoniser les deux dispositions.

Il serait souhaitable de préciser, au paragraphe 2, alinéa 2, que les présentations par les ordres des avocats, les universités et les écoles supérieures se font sous réserve du droit de déposer des candidatures individuelles conformément au paragraphe 5.

4. Le paragraphe 5, alinéa 2, prévoit que les candidatures des magistrats sont adressées au Ministre de la Justice, alors que le commentaire expose qu'elles doivent être envoyées au Conseil supérieur de la Justice. Il y aurait lieu de corriger cette contradiction eu égard aux principes établis à l'article 259bis-6, § 2 proposé, concernant l'organisation de l'élection des membres magistrats.

Article 259bis-3 proposé du Code judiciaire

1. Afin de faire correspondre le texte du paragraphe 1er au commentaire, il conviendrait de préciser que tant les membres effectifs que les membres suppléants ne peuvent bénéficier que d'un renouvellement de leur mandat.

2. Le commentaire de l'article 259bis-3 proposé ne fournit aucune explication quant à l'incompatibilité visée au 1° du paragraphe 2 entre l'exercice d'une fonction de

.../...

magistrat suppléant et celui d'un mandat de membre du Conseil supérieur de la Justice. Il serait souhaitable que le commentaire soit complété sur ce point.

Le paragraphe 2 de l'article 259bis-3 proposé devrait au 3° énumérer expressément et de manière limitative quelles sont les charges publiques d'ordre politique dont l'exercice est incompatible avec l'exercice du mandat de membre du Conseil supérieur de la Justice.

Par ailleurs, si l'incompatibilité avec l'exercice d'un mandat de chef de corps, prévue au 4° du paragraphe 2, se comprend dès lors que le Conseil supérieur de la Justice émet un avis sur les candidatures à ces mandats, par contre, une telle justification ne paraît pas exister en ce qui concerne l'incompatibilité avec l'exercice d'un mandat spécifique également visé au 4°, à l'exception d'un mandat de magistrat auxiliaire ou de magistrat fédéral (article 259sexies proposé, spécialement § 1er, 3°). En se bornant à souligner le caractère particulier de leurs tâches, le commentaire ne donne pas de justification objective et raisonnable à l'incompatibilité concernant les juges d'instruction, juges des saisies, juges de la jeunesse et juges d'appel de la jeunesse.

3. Au paragraphe 3, il conviendrait de préciser que c'est le Conseil supérieur de la Justice qui constate la fin du mandat, comme il est précisé dans le commentaire.

.../...

Au 5°, il est indiqué qu'il est mis fin de plein droit au mandat de membre du Conseil supérieur de la Justice lorsque le membre atteint l'âge visé à l'article 383, § 1er, alinéa 1er proposé, du Code judiciaire.

Le commentaire des articles (p. 44) indique que cet âge est soixante-sept ans.

L'attention des auteurs de la proposition est toutefois attirée sur le fait que l'article 383, § 1er, ne comporte qu'un seul alinéa et mentionne les âges de soixante-dix ans pour les membres de la Cour de cassation et soixante-sept ans pour les membres des autres juridictions.

4. Au paragraphe 4, il conviendrait de prévoir dans la loi elle-même l'obligation pour le Conseil supérieur de la Justice de respecter les droits de la défense.

Article 259bis-4 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il serait souhaitable de parler de majorité des deux tiers et de supprimer toute référence à la notion d'approbation, impropre pour qualifier la procédure visée.

2. Au paragraphe 2, le texte devrait mieux faire apparaître l'idée exprimée dans le commentaire de l'article que "chaque membre du bureau assume pour une période d'un an la présidence du Conseil supérieur" de la Justice.

.../...

Article 259bis-5 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, mieux vaudrait remplacer les mots "majorité simple" par les mots "majorité absolue".

La même observation vaut pour l'article 259decies, § 2, alinéa 1er proposé.

2. Le paragraphe 2 ne reflète pas fidèlement le commentaire, spécialement en ce qui concerne la troisième phrase.

Il conviendrait également de préciser dans le texte comment sera désigné le suppléant si aucun candidat réunissant les conditions requises n'est disponible.

Article 259bis-6 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 2, alinéa 4, il serait souhaitable de préciser que les arrêtés royaux qui doivent être adoptés en Conseil des ministres sont ceux visés aux alinéas 2 et 3.

Au paragraphe 4, il y aurait lieu, dans le texte français, de lire in fine "et du personnel".

Article 259bis-7 proposé du Code judiciaire

1. Pour éviter toute confusion avec les assemblées générales des juridictions, il serait préférable d'user dans

.../...

la section 5 du chapitre Vbis du titre VI du livre Ier de la deuxième partie du Code judiciaire, tel qu'il est proposé, des termes "l'assemblée plénière".

2. Aux paragraphes 1er et 3 de l'article 259bis-7 proposé, il y aurait lieu, dans un souci d'harmonie avec la formulation de l'article 151, § 3, 6° proposé, de la Constitution, d'écrire "le fonctionnement général et l'organisation de l'ordre judiciaire".

Cette observation vaut pour la suite de la proposition.

Article 259bis-8 proposé du Code judiciaire

Au paragraphe 1er, alinéa 2, il serait préférable d'écrire :

"La présidence de chacune des commissions de nomination est exercée par le membre du bureau désigné à cette fin."

La même observation vaut pour l'article 259bis-11, § 1er, alinéa 2 proposé.

Article 259bis-9 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'ajouter in fine les mots "du candidat".

.../...

2. Au paragraphe 3, le mot "sanctionnés" est impropre et devrait être remplacé par le mot "ratifiés" qui figure d'ailleurs dans le texte actuel de l'article 259bis, § 4, a).

Article 259bis-10 proposé du Code judiciaire

1. Le paragraphe 1er devrait définir la compétence de chaque commission de nomination et de désignation eu égard au rôle linguistique concerné par la procédure de nomination, de désignation, d'examen ou de concours. La même observation vaut pour la commission de nomination et de désignation réunie.

2. Le paragraphe 2 permet à chaque commission de nomination et de désignation de constituer en son sein une commission restreinte pour exercer non seulement les compétences visées au paragraphe 1er, 2°, mais aussi celles visées à l'article 259bis-9 proposé.

Pour les compétences visées au paragraphe 1er, 2°, la disposition examinée déroge à la règle de quorum fixée à l'article 259bis-8, § 1er, alinéa 3, proposé, relative à chaque commission de nomination et de désignation. Ceci ne suscite pas d'objection.

Pour les compétences visées à l'article 259bis-9 proposé, la disposition sous revue déroge à la règle de quorum fixée à l'article 259bis-8, § 2, alinéa 3, proposé, relative à la commission de nomination et de désignation

.../...

réunie. Une telle dérogation ne permet toutefois pas d'assurer avec certitude la parité des membres de la commission de nomination et de désignation réunie que tend à assurer l'article 259bis-8, § 2, alinéa 3, précité. Il y aurait lieu de remédier à cette incohérence.

Article 259bis-12 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, en vue d'une plus grande lisibilité du texte, il serait souhaitable de mieux distinguer les deux compétences qui reviennent à la commission d'avis et d'enquête réunie.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il serait préférable d'écrire : "La commission d'avis et d'enquête réunie peut recueillir toute information utile aux missions visées au paragraphe 1er.".

Afin de respecter l'indépendance des magistrats telle qu'elle est proclamée au paragraphe 1er de la proposition de révision de l'article 151 de la Constitution, le paragraphe 2 de la disposition proposée devrait préciser que la demande d'informations ne peut porter sur le contenu des jugements ou sur les motifs pour lesquels le ministère public a intenté ou s'est abstenu d'intenter des poursuites.

.../...

Article 259bis-13 proposé du Code judiciaire

A l'alinéa 3, il conviendrait de supprimer les mots "sur présentation du Ministre de la Justice", qui n'ajoutent rien à la compréhension du texte.

Article 259bis-14 proposé du Code judiciaire

1. Le texte examiné s'écarte du texte proposé de l'article 151, § 3, alinéa 1er, 7° et 8°, de la Constitution, qui dispose que le Conseil supérieur de la Justice est, notamment, compétent pour "évaluer et promouvoir le contrôle interne" et qui exclut dans son chef "toutes compétences disciplinaires et pénales".

Cette compétence ne s'étend pas à la surveillance de l'utilisation des mécanismes de contrôle interne existants au sein de l'ordre judiciaire, comme le prévoit cependant la disposition examinée.

Une telle extension serait d'ailleurs de nature à mettre en cause le principe d'indépendance des juges et du ministère public consacré par le paragraphe 1er du même article 151 proposé.

Ainsi, il ne se conçoit pas que le Conseil supérieur de la Justice s'immisce dans l'exercice par le ministère public des compétences qui lui reviennent au titre de l'article 1088 du Code judiciaire et pas davantage qu'il intervienne dans l'exercice de la fonction disciplinaire sur les membres de l'ordre judiciaire.

.../...

Le texte de l'article 259bis-14 devrait être rendu conforme à l'article 151 proposé de la Constitution.

Comme le relève le commentaire de cet article :

"... Il s'agit d'une mission de radioscopie et d'évaluation globales de ces moyens (de contrôle interne) dans le but de responsabiliser les personnes concernées et d'optimiser l'instrumentaire législatif;"

Les paragraphes 1er et 2 de la disposition à l'examen devraient être revus en ce sens (1).

2. Au paragraphe 3, il semble que le mot "réunie" ait été omis entre les mots "enquête" et "établit".

Article 259bis-15 proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, pour rendre mieux compte de la proposition de modification de l'article 151 de la Constitution et mieux définir la compétence qui échoit en la matière au Conseil supérieur de la Justice, il est proposé de rédiger ce paragraphe comme suit :

(1) Au paragraphe 1er, certaines références faites au Code judiciaire paraissent inexactes. Ainsi, à titre d'exemple, l'article 342 du Code judiciaire proposé concerne non pas les missions de l'assemblée générale mais son mode de délibération et l'article 347 proposé concerne uniquement la composition de l'assemblée de corps.

"§ 1er Chaque commission d'avis et d'enquête reçoit et assure le suivi des plaintes concernant le fonctionnement et l'organisation de l'ordre judiciaire, sans exercer aucune compétence d'ordre pénal ou disciplinaire ni accomplir des actes relevant de la fonction juridictionnelle.".

Si cette proposition était retenue, les 1°, 2° et 3° du paragraphe 3, alinéa 1er, dont la rédaction n'est pas dépourvue d'ambiguïté, pourraient être omis.

3. En ce qui concerne le paragraphe 4, de deux choses l'une,

- ou bien les faits qui font l'objet de la plainte sont dénoncés au chef de corps et au chef hiérarchique pour suite utile et, dans ce cas, c'est ce dernier qui est le mieux indiqué pour procéder à l'audition de la personne mise en cause et du plaignant;

- ou bien les faits qui font l'objet de la plainte ne sont pas des faits susceptibles de donner lieu à une action pénale ou disciplinaire et, dans ce cas, c'est à la commission d'avis et d'enquête réunie qu'il appartient de procéder à leur audition.

Il serait dangereux pour la sécurité juridique en raison, notamment, du risque de contradiction, de prévoir deux auditions successives, l'une par la commission d'avis et d'enquête réunie, l'autre par le chef de corps ou le chef hiérarchique.

.../...

Il serait souhaitable de revoir le texte en conséquence.

Article 259bis-16 proposé du Code judiciaire

1. Cette disposition, qui consacre le droit d'enquête de la commission d'avis et d'enquête réunie, doit se lire à la lumière des observations qui ont été formulées à propos de l'article 259bis-15 proposé.

2. Il convient d'attirer l'attention des auteurs de la proposition sur le fait que l'enquête engagée par la commission d'avis et d'enquête réunie ne dispense en aucune manière les autorités compétentes de mener les enquêtes pénales et disciplinaires en vue de l'exercice de l'action publique ou disciplinaire. Ces autorités ne pourront se fonder exclusivement sur les constatations faites lors de l'enquête engagée par la commission.

3. Le commentaire de l'article examiné précise que "dès que les faits ont donné lieu à une enquête pénale ou disciplinaire, l'enquête [de la commission d'avis et d'enquête réunie] prend fin" (p. 55). Cette précision mériterait de figurer dans le texte.

4. En ce qui concerne la production des dossiers judiciaires, la proposition reste en défaut de préciser selon quelle procédure cette production se fera et de

.../...

prévoir des contrôles en cas de contestation. A cet égard, le législateur pourrait s'inspirer utilement des mécanismes prévus par la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, notamment de son article 4, § 5, inséré par la loi du 30 juin 1996. Si cette proposition était retenue, la deuxième phrase du paragraphe 3, alinéa 3, 3°, pourrait être omise.

5. L'article 458 du Code pénal devrait être complété par une disposition précisant qu'il n'est pas applicable aux déclarations faites devant la commission d'avis et d'enquête réunie conformément à l'article 259bis-16, § 3, alinéa 3, 3°, proposé (1).

6. Au paragraphe 2, il serait plus clair d'écrire in fine "... dans le délai qu'elle détermine."

Article 259bis-17 proposé du Code judiciaire

1. Le paragraphe 3, 8°, de la proposition de révision de l'article 151 de la Constitution exclut toute compétence du Conseil supérieur de la Justice en matière disciplinaire.

(1) Voir en ce sens, l'avis n° L. 26.815/2/V, précité, p. 26.

Les auteurs de la proposition manifestent à plusieurs reprises la volonté de respecter cette disposition constitutionnelle. Le paragraphe 2 de l'article examiné porte cependant atteinte à cette disposition dans la mesure où le Conseil supérieur de la Justice peut demander à l'autorité compétente d'engager une procédure disciplinaire.

Tout au plus se conçoit-il qu'il dénonce les faits qu'il a constatés à l'autorité disciplinaire et au ministre. Aussi, conviendrait-il de supprimer, à la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 2, le membre de phrase "en leur demandant d'engager une procédure disciplinaire".

Dans le même ordre d'idées, il conviendrait, à l'alinéa 2, de supprimer les mots "de façon motivée".

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, la référence faite dans le texte français à l'article 259bis-15, § 3, est inexacte; il s'agit, en réalité, de l'article 259bis-16, § 3, comme il est indiqué dans le texte néerlandais.

Article 259bis-18 proposé du Code judiciaire

L'article 259bis-14, § 7, visé dans le texte français de l'article examiné, n'existe pas. Il y a lieu de viser, comme dans le texte néerlandais, l'article 259bis-15, § 7.

.../...

Article 259bis-19 proposé du Code judiciaire

1. On peut se demander s'il ne serait pas souhaitable de viser également, au paragraphe 1er, les personnes qui forment un ménage de fait avec un membre du Conseil supérieur de la Justice, comme cela est du reste prévu à l'article 259ter, § 1er, dernier alinéa, proposé.

2. Le paragraphe 2 est inutile. En effet, l'article 29 du Code d'instruction criminelle impose cette obligation à toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public. Les membres du Conseil supérieur de la Justice formant une autorité constituée, cet article leur est applicable sans qu'il soit utile de le répéter.

3. Au paragraphe 3, il conviendrait de préciser sur quoi porte l'obligation au secret que la disposition proposée institue.

Article 259bis-20 proposé du Code judiciaire

Il est prévu, à la fin du paragraphe 1er, alinéa 1er, que le membre qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire peut s'opposer à ce que le Conseil supérieur de la Justice soit informé de l'existence de cette procédure et des motifs qui la justifient.

.../...

On peut se demander quelle est la raison d'être de cette disposition et s'il n'est pas souhaitable qu'en toutes circonstances, le Conseil supérieur de la Justice soit informé des procédures disciplinaires dont ses membres font l'objet ainsi que des raisons de celles-ci.

Article 259bis-21 proposé du Code judiciaire

Au paragraphe 2, les mots "ou du bureau" entre les mots "commissions" et "à des jetons" paraissent superflus. En effet, la disposition proposée concerne les membres du Conseil supérieur de la Justice autres que les membres du bureau. En vue d'éviter toute équivoque, il conviendrait de placer une virgule après les mots "autres que les membres du bureau". Les suppléants ont, en effet, droit à des jetons de présence au même titre que les membres effectifs lorsqu'ils assistent aux réunions des diverses instances du Conseil.

Article 39

Le chapitre Vter a été introduit par la loi du 6 mai 1997, et non du 25 juin 1997 qui est la date de sa publication au Moniteur Belge.

Article 259ter proposé du Code judiciaire

1. Il résulte de l'ensemble de la disposition, de son commentaire et de sa combinaison avec l'article 287 du Code judiciaire, modifié par l'article 44 de la proposition

.../...

examinée (1), que le ministre doit seulement demander les avis énumérés dans les quarante-cinq jours de la publication de la vacance, et non les avoir recueillis dans ce délai. Il y aurait donc lieu de reformuler le paragraphe 1er, alinéa 1er, en remplaçant le terme "recueillir" par le terme "demander".

La même observation vaut pour l'article 259quater, § 2, alinéa 1er proposé.

Au paragraphe 1er, alinéa 3, il conviendrait de remplacer les mots "Les instances précitées" par les mots "Les personnes visées aux alinéas 1er et 2". De plus, il y aurait lieu de préciser, dans le texte, qui désigne le suppléant.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, est mal rédigé. Sa rédaction devrait être revue en s'inspirant du commentaire qui en est donné dans les développements de la proposition.

Par ailleurs, le texte n'indique pas le délai dans lequel le candidat doit être informé par le ministre de l'absence d'avis, avec le danger que le délai de nonante jours pourrait bien être expiré avant que le candidat ne soit averti de l'absence d'avis. Il y aurait également lieu d'omettre les mots "le cas échéant".

(1) Cette disposition établit le délai de dépôt des candidatures, qui est d'un mois à partir de la publication de la vacance d'emploi.

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 5 proposé.

Le délai de nonante jours prévu à l'alinéa 3 paraît exact. Par contre, celui de quatre-vingt-cinq jours mentionné dans le commentaire ne l'est pas. Il conviendrait d'adapter ledit commentaire en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 259ter, § 5, alinéa 1er, proposé.

Au même alinéa 3, il conviendrait, dans un souci de sécurité juridique, de supprimer les mots "ou de l'envoi". En effet, que l'avis soit communiqué par lettre recommandée à la poste ou remis en mains propres contre accusé de réception, il s'agit dans les deux cas d'une notification.

L'alinéa 4 du même paragraphe permet au Roi de définir les documents qui doivent être annexés aux candidatures. Une telle disposition trouverait plus logiquement sa place à l'article 287 du Code judiciaire proposé qui définit les modalités du dépôt des candidatures.

La même observation vaut en ce qui concerne l'article 259quater, § 2, alinéa 3 proposé.

3. Au paragraphe 3, alinéa 4, il conviendrait de préciser qui de l'assemblée générale ou du ministre doit se charger de communiquer les avis aux candidats.

.../...

L'alinéa 5 du même paragraphe ne permet pas au candidat de réagir à l'absence d'avis dans le délai prescrit. Il y a là une différence de traitement par rapport aux hypothèses prévues au paragraphe 2, alinéa 3, dont on n'aperçoit pas la justification.

4. Au paragraphe 5, il faudrait envisager également l'hypothèse de l'absence de toute décision du Roi dans le délai de soixante jours.

Article 259quater proposé du Code judiciaire

1. A la fin du paragraphe 1er, il conviendrait d'ajouter "ou du même parquet".

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, 2°, in fine, dispose : "L'article 259ter, § 3, est applicable par analogie". Cette application analogique est difficilement concevable compte tenu de ce que, dans l'un et l'autre cas, les avis des assemblées générales sont donnés à un stade différent de la procédure. A l'article 259ter, § 3 proposé, l'avis intervient après la constitution complète du dossier de candidature, alors qu'à l'article 259quater, § 2, 2°, proposé, il est donné dès le dépôt des candidatures. Il en découle que les délais et les modalités de la consultation ne peuvent être transposés purement et simplement.

Au paragraphe 2, alinéa 1er, 3°, les mots "le cas échéant" sont inutiles.

.../...

La même observation vaut pour l'article 259quater, § 5, alinéa 1er proposé.

Le commentaire du paragraphe 2, alinéa 3, ne donne guère de précisions sur le contenu du "projet de gestion du candidat". S'il peut se comprendre que la commission de nomination et de désignation donne un avis sur les aspects proprement administratifs de la gestion envisagée, on peut se demander si cet avis peut également porter sur les mesures de politique criminelle que le candidat se proposerait de prendre, dans le cadre des mesures générales et des directives de politique criminelle arrêtées par les autorités compétentes, au cas où il serait désigné comme chef de corps dans un parquet.

3. Au paragraphe 3, il est fait état d'un classement des candidats au mandat de chef de corps. Cette notion de classement n'apparaît toutefois pas aux paragraphes 4 et 5 proposés de l'article 259ter auxquels se réfère la disposition examinée.

On peut se demander si les dispositions auxquelles il est ainsi fait référence ne supposent pas, elles aussi, l'existence d'un classement des candidats à la nomination.

4. Le paragraphe 4 dispose qu'à l'expiration de son mandat, le chef de corps issu de la même juridiction réintègre, le cas échéant, le mandat adjoint auquel il avait été désigné à titre définitif.

.../...

Cela signifie, a contrario, que le titulaire d'un mandat adjoint non définitif, par exemple un premier substitut ayant sept années d'ancienneté dans ce mandat, qui serait désigné chef de corps redeviendrait, à l'issue de son mandat, simple substitut.

On peut se demander si un tel système n'est pas de nature à décourager les vocations de chef de corps des titulaires d'un mandat adjoint non définitif.

Au même paragraphe 4, il y aurait lieu d'ajouter après les mots "même juridiction", les mots "ou du même parquet".

5. Selon le commentaire de l'alinéa 2 du paragraphe 5, le magistrat du siège qui a exercé la fonction de chef de corps du ministère public ou le magistrat du ministère public qui a exercé la fonction de chef de corps d'une juridiction, ne peut revenir dans son corps ou sa juridiction d'origine et reste dans la juridiction ou le corps où il a exercé le mandat de chef de corps. Il y aurait lieu de reformuler le texte afin d'exprimer plus clairement cette idée que ne le fait le simple renvoi au paragraphe 4.

Article 259quinquies proposé du Code judiciaire

Au paragraphe 1er, 1°, il conviendrait d'écrire de manière plus précise : "... les présidents de chambre à la cour d'appel et à la cour du travail et les vice-présidents

.../...

des tribunaux de première instance, du travail et de commerce ...".

La même disposition précise que le choix se fait "parmi deux candidats qui, si le nombre total le permet, sont présentés de manière motivée par le chef de corps".

Le texte proposé n'indique pas :

- si les candidats doivent faire acte de candidature ou s'ils sont présentés d'office par le chef de corps;
- si le chef de corps est obligé de présenter deux candidats lorsque "le nombre total le permet" ou si, comme semble l'indiquer le commentaire des articles, il pourrait ne présenter qu'un seul candidat.

Au 2°, il est fait référence erronément aux "premiers substituts près la cour d'appel et la cour du travail". En outre, la disposition proposée ne prend pas en compte tous les mandats adjoints au sein des parquets énumérés à l'article 186bis, § 1er, 3°, proposé. Elle omet, en se référant uniquement aux cours d'appel et du travail, les premiers avocats généraux et les avocats généraux près la Cour de cassation et près la Cour militaire. Il y aurait donc lieu d'en corriger la rédaction, en distinguant, d'une part, les premiers avocats généraux et les avocats généraux près les cours et, d'autre part, les premiers substituts près les tribunaux.

Article 259sexies proposé du Code judiciaire

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, il y a contradiction entre le commentaire qui en est donné (p. 67), selon lequel "les juges d'instruction, les juges des saisies, les juges de la jeunesse et les juges de la jeunesse en appel ne sont plus désignés par le Roi, mais par l'assemblée générale sur présentation motivée par le chef de corps" et le texte lui-même qui dispose que "les juges d'instruction, les juges des saisies et les juges de la jeunesse sont désignés par le Roi sur la proposition de l'assemblée générale compétente parmi les candidats qui ont fait l'objet d'une présentation motivée par le chef de corps".

Au paragraphe 1er, 1°, les mots "sauf si le Roi déroge à cette dernière condition et motive sa décision" ne sont pas clairs, en ce qu'ils ne permettent pas de déterminer avec précision la condition à laquelle il peut être dérogé, ceci compte tenu de la teneur de l'alinéa 2 de l'article 80 du Code judiciaire. Le commentaire de la disposition examinée ne fournit aucune explication à ce sujet.

Au 3°, il est fait référence aux modalités visées à l'article 259ter, § 3 proposé, qui concernent les nominations à la cour d'appel et ne peuvent dès lors être appliquées telles quelles aux magistrats nationaux.

.../...

2. Au paragraphe 2, il convient de préciser que le renouvellement des mandats spécifiques est lié à l'évaluation.

3. Le paragraphe 3 ne règle pas le sort des titulaires des mandats spécifiques, autres que le magistrat fédéral et le magistrat auxiliaire, à l'expiration de leur mandat.

Article 40

Article 259octies proposé du Code judiciaire

1. Le paragraphe 2 ne prévoit pas que le ou les rapports de stage visés à l'alinéa 3 sont transmis à la commission de nomination et de désignation, alors que le rapport sur le troisième stade de formation l'est. On peut se demander si cette différence est justifiée.

Le paragraphe 2, alinéa 4, attribue au "premier président" - sans préciser lequel - la mission de transmettre le rapport de stage. Il semble que le texte comporte une erreur et que cette tâche doive être attribuée au président du tribunal concerné.

2. La raison, probablement technique, de la règle mentionnée au paragraphe 6, alinéa 5, gagnerait à être expliquée dans le commentaire des articles.

.../...

3. Au paragraphe 8, le texte français doit être mis en concordance avec le texte néerlandais. En effet, le paiement s'effectue mensuellement à terme échu.

Article 41

Dès lors que le chapitre Vquinquies du titre VI du livre Ier, de la deuxième partie du Code judiciaire que la proposition de loi tend à insérer est divisé en sections, il convient de veiller à ce qu'aucun article n'échappe à cette division. Tel n'est pas le cas de l'article 259nonies proposé.

Article 259nonies proposé du Code judiciaire

1. Le texte de l'alinéa 2 devrait être divisé et réécrit afin de régler deux questions distinctes :

- 1° le fait que les rapports d'évaluation sont rédigés dans le mois qui suit la date limite fixée pour l'évaluation;
- 2° la possibilité d'évaluations anticipées.

2. En ce qui concerne l'alinéa 4, le commentaire de cet article fait apparaître que l'évaluation ne peut pas non plus porter sur la manière dont le ministère public exerce l'action pénale.

.../...

Le texte lui-même ne tient pas compte de cette précision.

Il conviendrait de mettre le commentaire et le texte en harmonie.

3. A l'alinéa 7, il serait plus sûr de prévoir que le délai de dix jours prend cours à dater de la notification de l'évaluation provisoire plutôt qu'à dater de l'envoi de celle-ci.

Article 259decies proposé du Code judiciaire

1. Au paragraphe 1er, la notion de grade étant impropre, il y aurait lieu de la remplacer par celle de "fonction".

2. Le paragraphe 2 n'organise pas la désignation des suppléants des magistrats évaluateurs à laquelle se réfère le commentaire. Dès lors, l'évaluation des magistrats évaluateurs est, dans l'état actuel du texte proposé, impossible.

La même disposition ne prévoit pas que les magistrats évaluateurs doivent avoir suivi la formation à laquelle se réfère le commentaire.

Il conviendrait de combler ces lacunes.

.../...

Article 45

(article 288 proposé du Code judiciaire)

1. L'article 288 du Code judiciaire utilise le terme "réception". Il conviendrait d'utiliser ce même terme à l'alinéa 1er proposé à la place du terme "installation".

2. Il y aurait lieu de mentionner que cet article a également été modifié par la loi du 10 février 1998.

3. Le commentaire se réfère à l'insertion de dispositions relatives à la réception pour les mandats adjoints de premier avocat général, de premier substitut du procureur du Roi et de premier substitut de l'auditeur du travail. Or, le texte proposé ne comprend pas de dispositions concernant le premier substitut du procureur du Roi et le premier substitut de l'auditeur du travail. Il y aurait lieu de remédier à cette lacune.

Article 46

(article 289 proposé du Code judiciaire)

L'alinéa proposé est inutile. D'une part, l'alinéa ajouté à l'article 288 du Code judiciaire par l'article 45 de la proposition, dispose que la réception des mandataires adjoints a lieu lors de leur première désignation. D'autre part, l'article 289, alinéa 2, du Code judiciaire dispose que la prestation de serment a lieu lors de la réception.

.../...

Article 50

(article 312 proposé du Code judiciaire)

Il y aurait lieu d'indiquer que l'article 312 du Code judiciaire a également été modifié par la loi du 10 février 1998.

Par ailleurs la modification proposée est formulée deux fois sous deux formes différentes.

Article 54

(article 320 proposé du Code judiciaire)

A l'article 320 proposé du Code judiciaire, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas de quelle disposition contraire il s'agit. Le commentaire est muet à cet égard.

Tel qu'il est formulé, l'article 54 de la proposition ne vise que les chefs de corps des cours et tribunaux, ce qui renvoie aux magistrats du siège. Il ne se justifie dès lors pas d'abroger l'article 325, alinéa 1er, du Code judiciaire comme le fait l'article 57 de la proposition, sauf à préciser que l'article 54 précité s'applique aussi aux magistrats des ministères publics et du parquet.

Article 55

(article 323bis du Code judiciaire)

Il conviendrait de ne pas utiliser le terme "mandat", de manière à éviter des confusions, notamment avec la notion de mandat de chef de corps. Le terme "mission" suffit.

.../...

L'alinéa 3 de la disposition proposée détermine la fonction qui sera exercée par le chef de corps du parquet à la fin de la mission dont il a été chargé. Cette disposition trouverait plus logiquement sa place aux articles 327 et 327bis du Code judiciaire.

Article 60

(article 340 proposé du Code judiciaire)

1. L'article 340, § 2, 2°, proposé, du Code judiciaire ne permet pas d'identifier quelle est l'autorité qui transmet au Conseil supérieur de la Justice et au Ministre de la Justice le rapport de l'assemblée générale de la juridiction concernée.

En ce qui concerne le 5° du même paragraphe, il est fait référence à l'observation qui a été formulée à propos de l'article 259sexies, § 1er proposé.

La même observation vaut pour l'article 342, § 2 proposé.

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, 1°, les termes "en chambres réunies" sont inutiles, s'agissant de l'assemblée générale.

Au même paragraphe, il serait préférable de rédiger la seconde phrase du 3° comme suit : "Si le rapport traite du fonctionnement de la cour d'appel, il comporte également ...".

.../...

Pour concilier l'alinéa 3 du paragraphe 3 avec l'article 259bis-7, § 1er, proposé, du Code judiciaire, il conviendrait de préciser que les rapports doivent aussi être transmis au Conseil supérieur de la Justice.

La même observation vaut pour le paragraphe 4.

Article 62

(article 342 proposé du Code judiciaire)

L'article 342, § 1er, alinéa 2, proposé, du Code judiciaire contient une règle de composition particulière des assemblées générales des cours, et non une règle de quorum ou de vote. Il trouverait plus logiquement sa place à l'article 61 de la proposition, insérant un nouvel article 341 dans le Code judiciaire.

Article 70

(article 348 proposé du Code judiciaire)

A l'article 348, § 2, deuxième phrase, proposé, du Code judiciaire le mot "décisions" paraît devoir être remplacé par le mot "désignations". La volonté des auteurs de la proposition ne semble pas être, en effet, d'imposer à l'assemblée de corps de délibérer au scrutin secret sur tous les objets soumis à sa compétence.

.../...

Article 75

(article 378 proposé du Code judiciaire)

A l'article 378 du Code judiciaire, dans l'alinéa proposé, on peut se demander s'il n'y a pas lieu de remplacer les mots "la désignation" par les mots "l'exercice effectif de la fonction", ceci, compte tenu de l'alinéa 1er du texte actuel de l'article 378 et du sens spécifique que donne la proposition examinée au mot "désignation".

Article 79

Dans la phrase liminaire, il y aurait lieu d'indiquer que l'article 43bis, § 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire a été inséré par la loi du 10 octobre 1967 et modifié par les lois des 26 juin 1974 et 23 septembre 1985.

Article 80

Il conviendrait de réécrire entièrement l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats qui a été modifié à de nombreuses reprises et qui est devenu de ce fait quasiment illisible.

Dans la phrase liminaire, il y aurait lieu d'indiquer les modifications encore en vigueur subies par cet article, à savoir celles apportées par les lois des 6 août 1993, 1er décembre 1994 et 9 juillet 1997.

.../...

Article 81

Dans l'intitulé qui précède l'article 81 de la proposition, il faudrait, dans le texte français, préciser que la loi modifiée par la proposition est celle du 9 juillet 1997.

Article 87

Il y aurait lieu de préciser que l'article 126ter de la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire a été inséré par la loi du 2 juillet 1969.

Article 88

1. Il conviendrait d'indiquer que l'article 127 de la même loi a été remplacé par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918 et modifié par la loi du 2 juillet 1969.

2. La proposition examinée donne au terme "mandat adjoint" un sens précis. La même expression n'est pas définie dans la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire. Mieux vaudrait, dès lors, dans ce dernier Code faire référence à l'article 186bis proposé du Code judiciaire.

.../...

Mesures transitoires

Les dispositions transitoires doivent être intégrées dans le Code judiciaire et, dans la mesure du possible, dans les articles auxquels elles se rapportent.

Il convient, en effet, que le lecteur puisse trouver dans le Code judiciaire une vision complète et exacte de la législation en vigueur en la matière.

Article 89

Afin de faire correspondre le texte de la disposition examinée à son commentaire, il conviendrait d'écrire "a été faite par le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ..." au lieu de "incombe au groupe linguistique néerlandais du Conseil de Bruxelles-Capitale ...".

La même observation vaut pour le groupe linguistique français dudit Conseil.

Article 90

1. Il est fait référence à l'observation n° 4 faite à propos de l'article 259bis-2, § 5, alinéa 2 proposé du Code judiciaire.

.../...

2. Il semble que les candidatures dont il est question dans la seconde phrase de la disposition examinée sont celles visées au paragraphe 5, alinéa 2, et non au paragraphe 4, de l'article 259bis-2 proposé, du Code judiciaire. Au demeurant, le paragraphe 5, du moins dans sa version française, prévoit déjà que les candidatures sont adressées au Ministre de la Justice, de sorte qu'à cet égard, la disposition examinée est inutile.

Article 92

Le texte de l'article 92 n'est pas clair pour ce qui concerne les procédures de nomination. Il devrait préciser que les articles 16 à 46 de la proposition s'appliquent aux procédures pour lesquelles la publication de vacance au Moniteur belge intervient après l'entrée en vigueur de ces articles.

Article 93

Le paragraphe 1er de l'article examiné s'applique aux chefs de corps qui sont détachés en application des articles 327 et 327bis du Code judiciaire. Il déroge, ce faisant, à la règle de l'article 323bis, alinéa 3 proposé, du même code, qui prévoit que l'acceptation d'une mission au sens des articles 327 et 327bis précités entraîne la perte du mandat de chef de corps.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte examiné, il serait préférable de remplacer les mots "et qui, le cas échéant, sont délégués" par les mots "y compris ceux qui sont détachés".

Par ailleurs, il conviendrait d'ajouter, in fine de la même disposition, après les mots "dans les cours et tribunaux où ils officient", les mots "ou dans les parquets près ces cours et tribunaux".

La même observation vaut pour le paragraphe 2, in fine.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, 2°, il serait préférable de préciser que la durée de sept ans du mandat se compte "à partir de cette publication".

Article 95

Les termes "mandats supérieurs", utilisés à l'alinéa 2 du texte français devraient être remplacés par les mots "mandats adjoints", lesquels figurent d'ailleurs dans le texte néerlandais.

Article 96

Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il ne serait pas préférable d'habiliter le Roi à coordonner l'ensemble des dispositions faisant l'objet du Code judiciaire, sous réserve de confirmation de l'arrêté royal de coordination par la loi.

.../...

Article 97

Le texte de l'article examiné ne correspond pas à son commentaire. En particulier, les dispositions de la proposition relatives à la création du Conseil supérieur de la Justice n'entrent pas en vigueur immédiatement, mais bien à la date fixée par le Roi et au plus tard douze mois après la publication au Moniteur belge.

Par ailleurs, il serait préférable d'écrire in fine : "et au plus tard douze mois après la publication de la loi".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Het voorstel van wet dat om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, vloeit grotendeels voort uit de samenvoeging van twee voorontwerpen van wet waarover de afdeling wetgeving al advies heeft verstrekt (1), namelijk :

enerzijds advies L. 26.815/2/V van 15 september 1997 over een voorontwerp van wet "houdende instelling van een Hoge Raad voor de Justitie", en

anderzijds advies L. 27.415/2 van 2 april 1998 over een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de aanwijzing, de benoeming en de bevordering van magistraten, tot invoering van een Academische Raad en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten".

Die twee voorontwerpen zijn gepubliceerd in het verslag namens de verenigde commissies voor de justitie en voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, met als onderwerp "Geobjectiveerde benoemingen en bevorderingen in de magistratuur - Hoge Raad voor de Justitie" (Gedr. St. Kamer, nr. 1591/1-97/98).

(1) Zie ook het voorstel van resolutie betreffende de hervorming van de politiediensten en van de gerechtelijke organisatie (Gedr. St. Senaat, zitting 1997-1998, nr. 1-994/1 tot 5, en Gedr. St. Kamer, nr. 1568/1 tot 4-97/98).

Inzonderheid naar aanleiding van opmerkingen in de twee voormelde adviezen, onder meer over de grondwettigheid van sommige bepalingen van die voorontwerpen (1), hebben verscheidene parlementsleden een voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet ingediend (Gedr. St. Kamer, nr. 1675/1-97/98) om rekening te houden met die opmerkingen.

Volgens de toelichting bij dat voorstel en de toelichting bij het onderzochte voorstel van wet dat dezelfde parlementsleden hebben ingediend, wil men met dat voorstel uitvoering verlenen aan het voornoemde voorgestelde artikel 151 van de Grondwet.

In dit advies wordt ervan uitgegaan dat het voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet, dat de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers samen met het onderzochte en als grondslag ervan dienende voorstel aan de Raad van State heeft bezorgd, wordt aangenomen voordat het voorstel van wet wordt besproken en aangenomen.

2. Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, heeft de Raad van State geen opmerkingen over de vorm of over de wetgevingstechniek gemaakt, ofschoon tal van opmerkingen behoren te worden gemaakt, inzonderheid op het stuk van correct taalgebruik, voornamelijk in de Nederlandse tekst van het voorstel. Hij heeft zich vooral beperkt tot inhoudelijke opmerkingen en alleen vormopmerkingen gemaakt als die de grond van de zaak betreffen.

(1) Het zou nuttig zijn dat de adviezen van de Raad van State terzake worden gepubliceerd, zoals dat overigens met de voormelde voorontwerpen van wet is gebeurd.

3. Bij het onderzoek van dit voorstel moet rekening worden gehouden met het voorstel van wet betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad van procureurs des Konings, ingediend bij het bureau van de Senaat op 15 juli 1998 (Gedr. St. Senaat, zitting 1997-1998, nr. 1-1066/1) en aan de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies voorgelegd onder refertenummer L. 28.081/1/V.

ALGEMENE OPMERKING

Aard van de Hoge Raad voor de Justitie en jurisdictionele beroepen

De Hoge Raad voor de Justitie die het voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet tot doel heeft op te richten, omvat twee colleges, één Nederlandstalig en één Franstalig. Binnen elk college is er een benoemings- en aanwijzingscommissie en een advies- en onderzoekscommissie. De Hoge Raad en de diverse bestanddelen ervan bestaan uit een even getal van magistraten van de rechterlijke orde die door hun gelijken worden verkozen en uit andere leden die door de Senaat worden benoemd. Ze hebben verscheidene bevoegdheden. Sommige daarvan worden toevertrouwd aan de benoemings- en aanwijzingscommissie, andere aan de advies- en onderzoekscommissie. Bijkomende bevoegdheden kunnen bij een bijzondere wet aan de Hoge Raad voor de Justitie worden toevertrouwd. In de toelichting bij artikel 151 van de Grondwet wordt die Hoge Raad omschreven als "een sui generis orgaan dat niet zonder meer kan worden

.../...

ondergebracht bij één van de drie machten en dat bij de uitoefening van zijn bevoegdheden moet waken over de goede werking van de rechterlijke macht en daarbij de onafhankelijkheid van deze macht moet respecteren" (blz. 5).

In de toelichting bij het thans onderzochte voorstel, meer bepaald onder het opschrift "De wijziging van artikel 151 van de Grondwet", wordt de gedachte van een orgaan sui generis, onafhankelijk van de wetgevende, de uitvoerende en de rechterlijke macht, overgenomen en verduidelijkt. De specifieke aard van de Hoge Raad voor de Justitie mag in geen geval tot gevolg hebben dat de burgers geen jurisdictioneel beroep kunnen instellen tegen handelingen die de Hoge Raad in de uitoefening van zijn diverse bevoegdheden verricht.

Zo wordt in de toelichting bij artikel 151 van de Grondwet (blz. 12) gepreciseerd dat de beslissing van de minister (lees : de Koning) om de door de benoemings- en aanwijzingscommissie voorgedragen kandidaat te benoemen, aanvechtbaar is voor de Raad van State, evenals de weigering om hem te benoemen. Zulk een beroep kan onder meer op een onwettige voordracht gebaseerd zijn. Zo zou de rechter indirect controle uitoefenen op de voordrachtsakten van de benoemings- en aanwijzingscommissie (1).

(1) De vraag rijst of geen rechtstreeks beroep tegen de voordracht kan worden ingesteld wanneer die tot gevolg heeft dat een kandidaat definitief wordt uitgesloten.

Die regeling dient eveneens toepasselijk te zijn op de aanwijzingen, behalve die welke door de plenaire vergaderingen van de rechtscolleges worden gedaan.

Wat de beslissing van de advies- en onderzoekscommissie betreft om een klacht niet te behandelen, is het probleem eveneens opgelost : tegen deze beslissing kan geen enkel beroep worden ingesteld (voorgestelde artikel 259bis-15, § 3, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

Wat de adviezen, voorstellen en verslagen vermeld in het voorgestelde artikel 259bis-18 van het Gerechtelijk Wetboek betreft, lijkt het vanzelfsprekend dat de rechter ze niet kan toetsen, zowel wegens de aard als de inhoud ervan. Het komt de politieke instanties toe te beslissen welk gevolg eraan wordt gegeven.

Over het algemeen beschouwd zou het verkieslijk zijn dat de wetgever openlijk een standpunt inneemt om te voorkomen dat de belanghebbenden in de overige gevallen geen werkzaam beroep kunnen instellen. Wat bijvoorbeeld met de beslissingen van de Hoge Raad voor de Justitie ten aanzien van zijn leden, bijvoorbeeld bij betwistingen inzake onverenigbaarheid of inzake vervroegde beëindiging van het mandaat om ernstige redenen (voorgestelde artikel 259bis-3, § 3, 2°, en § 4, van het Gerechtelijk Wetboek) of nog, ten aanzien van zijn personeelsleden (voorgestelde artikel 259bis-6, § 2, eerste, derde en vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek) ?

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

(voorgestelde artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de voorgestelde tekst staat niet aangegeven welke overheid bevoegd is om te bepalen hoeveel onderzoeksrechters, beslagrechters en jeugdrechters moeten worden aangewezen om in de behoeften van de dienst te voorzien.

Artikel 3

(voorgestelde artikel 80 van het Gerechtelijk Wetboek)

Om vergissingen bij de indeling van het artikel in leden te voorkomen, zou het verkieslijk zijn artikel 80 volledig te herschrijven.

Artikel 5

(voorgestelde artikel 106 van het Gerechtelijk Wetboek)

Uit de artikelsgewijze bespreking blijkt dat die bepaling het vierde, doch niet het vijfde lid van artikel 106 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt.

.../...

Artikel 12

(voorgestelde artikel 145 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende zin moet naar de wet van 7 juli 1975, doch niet naar die van 17 juli 1975 worden verwezen, zoals bij vergissing is vermeld.

Artikel 13

(voorgestelde artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek)

In tegenstelling met wat in de Franse versie van de artikelsgewijze bespreking (blz. 27) te lezen staat, is het laatste lid van artikel 151, namelijk het vierde lid dat is ingevoegd bij de wet van 17 juli 1997, gewijd aan de substituten gespecialiseerd in handelszaken en niet aan die gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden.

De substituten gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden waren vermeld in het oude vierde lid van datzelfde artikel, dat bij de wet van 20 juli 1998 is opgeheven.

Het derde en het vierde lid moeten dus vervallen.

Artikel 15

(voorgestelde artikel 156bis van het Gerechtelijk Wetboek)

Er behoort te worden vermeld dat artikel 156bis ook gewijzigd is bij de wet van 10 februari 1998.

.../...

Artikel 16

(voorgestelde artikel 186bis van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Als de begripsomschrijvingen in het voorgestelde artikel 186bis, § 1, van toepassing zijn op de boeken I en II van deel II van het Gerechtelijk Wetboek in hun geheel, is het niet duidelijk waarom ze onder titel VI van boek I worden ingevoegd.

2. Om de lijst van begripsomschrijvingen in paragraaf 1 van de voorgestelde bepaling eenvormig te maken, is het wenselijk in 2° "Mandaat van korpschef" in plaats van "Korpschef" te schrijven en in 2°, 3° en 4° de woorden "de mandaten van" aan de te omschrijven begrippen te laten voorafgaan.

Artikel 17

(voorgestelde artikel 187 van het Gerechtelijk Wetboek)

In paragraaf 2, eerste lid, 1°, is het raadzaam in de tekst zelf te vermelden wat onder "gerechtelijk ambt" moet worden verstaan.

Is het begrip "gerechtelijk ambt" synoniem met het begrip "magistraat van de zetel of van het openbaar ministerie" dat in de volgende artikelen wordt gebruikt ?

Heeft het ook betrekking op de plaatsvervangende rechters ?

.../...

Artikel 18

(voorgestelde artikel 189 van het Gerechtelijk Wetboek)

Om de voorgestelde tekst van artikel 189, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek in overeenstemming te brengen met de bedoeling van de indieners van het voorstel zoals deze in de artikelsgewijze bespreking tot uiting komt, moet in die tekst worden vermeld dat kandidaten voor het adjunct-mandaat van ondervoorzitter op zijn minst drie jaar in hetzelfde rechtscollege het ambt van rechter moeten hebben uitgeoefend.

Bij de artikelen 22, 27 en 30 van het voorstel behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Artikelen 20 en 21

(voorgestelde artikelen 191 en 191bis
van het Gerechtelijk Wetboek)

In elk van die bepalingen moet worden vermeld dat de artikelen 191 en 191bis van het Gerechtelijk Wetboek ook gewijzigd zijn bij de wet van 10 februari 1998.

Artikel 27

(voorgestelde artikel 207 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de artikelsgewijze bespreking wordt niet uiteengezet waarom onder de kandidaten die geen magistraat zijn alleen advocaten tot raadsheer kunnen worden benoemd,

.../...

met uitzondering van personen die andere juridische ervaring in de overheids- of de privé-sector hebben opgedaan (voorgestelde artikel 207, § 3, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek). Ter vergelijking : bij de benoeming van rechters in de rechtbank van eerste aanleg (artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan in artikel 20 van het voorstel de wijziging wordt beoogd) of raadsheren in het Hof van Cassatie (artikel 254 van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan in artikel 35 van de onderzochte tekst de wijziging wordt voorgesteld) wordt ook rekening gehouden met juridische ervaring opgedaan buiten de balie. Bij gebrek aan een objectieve en redelijke motivering kan dit verschil in behandeling een vorm van discriminatie opleveren die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt bij artikel 209, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de wijziging wordt beoogd in artikel 30 van het voorstel.

Artikel 31

(artikel 210 van het Gerechtelijk Wetboek)

Artikel 2 van het voorstel laat in artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek de regels bestaan volgens welke houders van specifieke mandaten in de rechtbank van eerste aanleg in gewone kamer zitting kunnen hebben. Artikel 31 van het voorstel daarentegen heft het hele artikel 210 van het Gerechtelijk Wetboek op om de niet erg duidelijke en niet gecontroleerde reden dat de bepalingen van het voorstel die betrekking hebben op de mandaten toereikend zouden zijn om dat probleem te regelen. Dat gebrek aan samenhang moet worden weggewerkt.

.../...

Artikel 33

(artikelen 212 tot 214 van het Gerechtelijk Wetboek)

In 2° van het onderzochte artikel moet worden vermeld dat artikel 213 van het Gerechtelijk Wetboek ook gewijzigd is bij de wet van 20 juli 1998.

Artikel 35

(voorgestelde artikel 254 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 254 van het Gerechtelijk Wetboek is er een discordantie tussen de Nederlandse tekst "... een juridische functie uitoefenen ..." en de Franse tekst "... exercer des fonctions juridiques ...". Dat euvel moet worden verholpen.

2. In paragraaf 2, eerste lid, van de voorgestelde Franse tekst ontbreken de woorden "une fonction juridique".

Artikel 38

1. Als een wet verscheidene artikelen van een andere wettekst wijzigt of opheft, moet elk artikel afzonderlijk in een onderscheiden artikel worden gewijzigd of opgeheven.

.../...

Die regel is bedoeld om de parlementsleden de gelegenheid te geven over elk nieuw artikel van de gewijzigde tekst afzonderlijk te stemmen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 39, 41, 42 en 67 van het voorstel.

2. De artikelen die in de inleidende zin van artikel 38 van het voorstel worden vermeld, zijn overigens ook gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1996 en 10 februari 1998.

3. In de artikelen van hoofdstuk Vbis van deel II, boek I, titel VI, van het Gerechtelijk Wetboek, dat men in het onderzochte voorstel beoogt te vervangen, behoort de juiste benaming van de Hoge Raad voor de Justitie te worden gebruikt, doch niet de woorden "de Hoge Raad", tenzij in het voorgestelde artikel 259bis-1, § 1, wordt verduidelijkt dat de Hoge Raad voor de Justitie de "hierna te noemen Hoge Raad" is.

4. Het voorgestelde hoofdstuk Vbis bevat geen enkele bepaling waarin het gebruik der talen, door de Hoge Raad voor de Justitie, in de uitoefening van zijn bevoegdheden wordt geregeld.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-1 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt dat elk college op zijn minst acht leden van elk geslacht moet tellen. In de artikelsgewijze bespreking lijkt te worden gesuggereerd dat deze verplichting opgelegd is door de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid. Krachtens artikel 1 van voornoemde wet is die wet in werkelijkheid alleen van toepassing op adviesorganen die bij de wet of bij een besluit zijn opgericht en die in hoofdzaak bevoegd zijn om advies te verlenen. De Hoge Raad zou evenwel bij de Grondwet worden opgericht en men kan er niet van uitgaan dat hij hoofdzakelijk een adviesverlenende bevoegdheid heeft. Bovendien kan het onderzochte wetsvoorstel afwijken van de wet van 20 juli 1990. Daaruit volgt dat de wetgever vrij is om de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie te bepalen, alsook de verhouding waarin de leden van beider kunnen erin vertegenwoordigd zijn, evenwel met dien verstande dat zijn beoordelingsbevoegdheid moet worden uitgeoefend met inachtneming van de Grondwet, inzonderheid met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en

.../...

niet-discriminatie dat in de artikelen 10 en 11 is vastgelegd (1).

2. De voorgestelde tekst is dubbelzinnig. Er kan immers niet met zekerheid uit worden afgeleid of de drie daarin opgesomde categorieën van magistraten onderscheiden zijn en inzonderheid of onder "lid van de zetel" uitsluitend de zittende magistraten van de rechtbank van eerste aanleg moeten worden verstaan, met uitzondering van de rechters in

-
- (1) Aangezien de leden-magistraten rechtstreeks worden gekozen, weet men aanvankelijk niet hoeveel mannen en vrouwen gekozen zullen worden. Op dat niveau is de gelijkheid van alle kandidaten dus gewaarborgd. De Senaat zou, bij de aanwijzing van de elf leden die geen magistraat zijn, voor een evenwicht tussen mannen en vrouwen moeten zorgen, maar zonder daarom afbreuk te doen aan het gelijkheidsbeginsel. Het evenwicht dat in het voorstel wordt voorgestaan kan niet altijd worden bereikt. Als onder de elf magistraten bijvoorbeeld slechts drie leden van hetzelfde geslacht worden gekozen, moet de Senaat volgens het voorstel vijf van de acht niet-magistraten van het andere geslacht kiezen, wat een ongelijkheid zou doen ontstaan onder de kandidaten die magistraat zijn en de kandidaten die geen magistraat zijn, maar vooral onder de niet-magistraten, op basis van hun geslacht. Voor zulk een ongelijkheid lijkt geen redelijke rechtvaardiging te kunnen worden aangevoerd, aangezien de volgende aspecten worden afgewogen : de ernst van de discriminatie onder de kandidaten voor een belangrijk openbaar ambt, de doelstelling van de maatregel, namelijk de beweerdelijk in werkelijkheid niet bestaande gelijkheid tussen mannen en vrouwen bevorderen, en één van de hoofddoelstellingen van de wet, namelijk beschikken over een Hoge Raad voor de Justitie die is samengesteld uit objectief en om hun bekwaamheden gekozen personen.

.../...

de arbeidsrechtbanken en in de rechtbanken van koophandel, de vrederechters en de zittende magistraten van een hof, en of onder "lid van het openbaar ministerie" alleen de leden van het parket bij de rechtbank van eerste aanleg moeten worden verstaan.

Sluiten die verschillende categorieën elkaar niet uit, dan kan dit ernstige moeilijkheden opleveren voor het opstellen van de lijsten en bijgevolg ook voor de regelmatigheid van de verkiezingen.

3. In paragraaf 3, eerste lid, 1° en 2°, zou de Franse tekst op de Nederlandse tekst moeten worden afgestemd.

Voorgestelde artikel 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1 van de voorgestelde bepaling zou het wenselijk zijn te vermelden dat de kiescolleges samengesteld zijn uit beroepsmagistraten in actieve dienst, zoals in de artikelsgewijze bespreking wordt verduidelijkt.

2. Uit paragraaf 1, eerste lid, blijkt dat er voor het hele land slechts twee kiescolleges bestaan : één college van Nederlandstalige magistraten en één college van Franstalige magistraten. De magistraten worden in het ene of het andere college ingedeeld naargelang van de taal van hun diploma bij hun benoeming. Bijgevolg houdt het tweede lid

.../...

van paragraaf 1, waarbij de magistraten van de "nationale" rechtscolleges of parketten bij het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel worden ingedeeld, geen verband met de samenstelling van de kiescolleges. Volgens de artikels-gewijze bespreking heeft dat lid betrekking op het vereiste van de geografische spreiding waarvan sprake is in het voorgestelde artikel 259bis-1, § 2. Derhalve behoort het logischerwijze veeleer in de laatstgenoemde bepaling te worden opgenomen.

3. Het vierde lid behoort te worden herzien in het licht van de opmerking die is gemaakt omtrent paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 259bis-1, en zulks om de twee bepalingen op elkaar af te stemmen.

Het zou wenselijk zijn in paragraaf 2, tweede lid, te verduidelijken dat de orden van advocaten, de universiteiten en de hogescholen kandidaten kunnen voordragen onder voorbehoud van het recht om individuele kandidaturen in te dienen, overeenkomstig paragraaf 5.

4. Volgens de Franse tekst van paragraaf 5, tweede lid, richten de magistraten hun kandidatuur tot de Minister van Justitie, terwijl zij die volgens de Nederlandse tekst en de artikelsgewijze bespreking aan de Hoge Raad voor de Justitie moeten bezorgen. Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt, met inachtneming van de beginselen vervat in het voorgestelde artikel 259bis-6, § 2, betreffende de organisatie van de verkiezing van de leden-magistraten.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-3 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Om de tekst van paragraaf 1 in overeenstemming te brengen met de artikelsgewijze bespreking, moet worden verduidelijkt dat zowel het mandaat van de leden als dat van hun plaatsvervangers slechts één keer kan worden verlengd.

2. In de bespreking van het voorgestelde artikel 259bis-3 wordt geen enkele uitleg verstrekt over de onverenigbaarheid, vermeld in paragraaf 2, 1°, tussen de uitoefening van een ambt van plaatsvervangend magistraat en de uitoefening van een mandaat van lid van de Hoge Raad voor de Justitie. Het zou wenselijk zijn dat de artikelsgewijze bespreking op dit punt wordt aangevuld.

In het voorgestelde artikel 259bis-3, § 2, 3°, zou uitdrukkelijk en op restrictieve wijze moeten worden opgesomd welke openbare mandaten van politieke aard onverenigbaar zijn met de uitoefening van een mandaat van lid van de Hoge Raad voor de Justitie.

De onverenigbaarheid met de uitoefening van een mandaat van korpschef, vermeld in paragraaf 2, 4°, is weliswaar begrijpelijk, aangezien de Hoge Raad voor de Justitie advies uitbrengt over de kandidaturen voor die mandaten, maar een dergelijke rechtvaardiging lijkt daarentegen niet te bestaan voor de onverenigbaarheid met de uitoefening van een bijzonder mandaat, waarvan eveneens sprake is in 4°, met uitzondering van een mandaat van "bijstandsmagistraat" (beter : hulpmagistraat) of federaal

.../...

magistraat (voorgestelde artikel 259sexies, inzonderheid § 1, 3°). In de artikelsgewijze bespreking wordt alleen onderstreept dat hun taken zeer specifiek zijn, maar daarmee wordt geen objectieve en redelijke uitleg gegeven voor de onverenigbaarheid met het ambt van onderzoeksrechter, beslagrechter, jeugdrechter en jeugdrechter in hoger beroep.

3. In paragraaf 3 moet worden verduidelijkt dat de Hoge Raad voor de Justitie de beëindiging van het mandaat vaststelt, zoals in de artikelsgewijze bespreking wordt gepreciseerd.

Volgens 5° wordt het mandaat van lid van de Hoge Raad voor de Justitie van rechtswege beëindigd als het lid de leeftijd vermeld in het voorgestelde artikel 383, § 1, eerste lid, heeft bereikt.

Volgens de artikelsgewijze bespreking (blz. 44) is dat op de leeftijd van zevenenzestig jaar.

De indieners van het voorstel wordt er wel op gewezen dat artikel 383, § 1, slechts één lid telt en de leeftijd van zeventig jaar voor de leden van het Hof van Cassatie en de leeftijd van zevenenzestig voor de leden van de andere rechtscolleges vermeldt.

4. Wat paragraaf 4 betreft, moet in de wet zelf worden vermeld dat de Hoge Raad voor de Justitie de rechten van verdediging in acht moet nemen.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-4 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1, eerste lid, zou het wenselijk zijn te spreken van een meerderheid van twee derden en elke verwijzing naar het begrip goedkeuring, dat ongeschikt is om de bedoelde procedure te omschrijven, te schrappen.

2. In paragraaf 2 moet de bedoeling die in de bespreking van het artikel wordt uitgedrukt, namelijk dat "elk lid van het bureau voor de duur van een jaar (...) het voorzitterschap van de Hoge Raad (voor de Justitie) (waarneemt)", duidelijker tot uiting komen.

Voorgestelde artikel 259bis-5 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1 zou het beter zijn de woorden "gewone meerderheid" te vervangen door de woorden "volstrekke meerderheid".

Dezelfde opmerking geldt voor het voorgestelde artikel 259decies, § 2, eerste lid.

2. Paragraaf 2 is geen trouwe weergave van het bepaalde in de artikelsgewijze bespreking, vooral wat de derde zin betreft.

.../...

Ook zou in de tekst moeten worden gepreciseerd hoe de plaatsvervanger zal worden aangewezen als er geen enkele kandidaat voorhanden is die aan alle vereisten voldoet.

Voorgestelde artikel 259bis-6 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 2, vierde lid, zou het raadzaam zijn te preciseren dat de koninklijke besluiten die in de Ministerraad moeten worden goedgekeurd, diegene zijn welke vermeld zijn in het tweede en het derde lid.

In paragraaf 4 leze men aan het eind van de Franse tekst "et du personnel".

Voorgestelde artikel 259bis-7 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Om iedere verwarring met de algemene vergaderingen van de rechtscolleges te voorkomen, zou het verkieslijk zijn in het voorgestelde deel II, boek I, titel VI, hoofdstuk Vbis, afdeling 5, van het Gerechtelijk Wetboek de woorden "plenaire vergadering" te gebruiken.

2. Teneinde de terminologie in overeenstemming te brengen met die van het voorgestelde artikel 151, § 3, 6°, van de Grondwet, schrijve men in de paragrafen 1 en 3 van het voorgestelde artikel 259bis-7 : "de algemene werking en de organisatie van de rechterlijke orde".

Deze opmerking geldt voor het gehele voorstel.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-8 van het Gerechtelijk Wetboek

In paragraaf 1, tweede lid, zou het verkieslijk zijn te schrijven :

"Het voorzitterschap van elke benoemingscommissie wordt bekleed door het daartoe aangewezen lid van het bureau.".

Dezelfde opmerking geldt voor het voorgestelde artikel 259bis-11, § 1, tweede lid.

Voorgestelde artikel 259bis-9 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Paragraaf 1, tweede lid, behoort aan het einde te worden aangevuld met de woorden "van de kandidaat".

2. In de Franse tekst van paragraaf 3 is het woord "sanctionnés" ongeschikt en moet het worden vervangen door het woord "ratifiés", dat trouwens in het huidige artikel 259bis, § 4, a), wordt gebruikt.

Voorgestelde artikel 259bis-10 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1 zou de bevoegdheid van elke benoemings- en aanwijzingscommissie moeten worden bepaald, met inachtneming van de taalrol voor de benoeming, de aanwijzing, het examen of het vergelijkend examen. Dezelfde opmerking geldt voor de verenigde benoemings- en aanwijzingscommissie.

.../...

2. Volgens paragraaf 2 kan elke benoemings- en aanwijzingscommissie in haar midden een subcommissie instellen om niet alleen de bevoegdheden vermeld in paragraaf 1, 2°, uit te oefenen, maar ook de bevoegdheden vermeld in het voorgestelde artikel 259bis-9.

Voor de bevoegdheden vermeld in paragraaf 1, 2°, wijkt de onderzochte bepaling af van de quorumregel die in het voorgestelde artikel 259bis-8, § 1, derde lid, voor elke benoemings- en aanwijzingscommissie wordt vastgesteld. Daar is geen bezwaar tegen.

Voor de bevoegdheden vermeld in het voorgestelde artikel 259bis-9 wijkt de onderzochte bepaling af van de quorumregel die in het voorgestelde artikel 259bis-8, § 2, derde lid, voor de verenigde benoemings- en aanwijzingscommissie wordt vastgesteld. Met zulk een afwijking kan de pariteit binnen de verenigde benoemings- en aanwijzingscommissie die met het voormelde artikel 259bis-8, § 2, derde lid, wordt beoogd, evenwel niet met zekerheid worden gewaarborgd. Die incoherentie moet worden weggewerkt.

Voorgestelde artikel 259bis-12 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Voor een betere leesbaarheid van de tekst zou het wenselijk zijn in paragraaf 1 een duidelijker onderscheid te maken tussen de twee bevoegdheden van de verenigde advies- en onderzoekscommissie.

.../...

2. In paragraaf 2, eerste lid, verdient het de voorkeur te schrijven : "De verenigde advies- en onderzoekscommissie kan alle informatie opvragen die nuttig is voor de taken vermeld in paragraaf 1."

Met het oog op de eerbiediging van de onafhankelijkheid van de magistraten, zoals in paragraaf 1 van het voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet nadrukkelijk wordt verkondigd, moet in paragraaf 2 van de voorgestelde bepaling worden vermeld dat de aanvraag om informatie niet op de inhoud van de beslissingen betrekking mag hebben, noch op de redenen waarom het openbaar ministerie al dan niet vervolging heeft ingesteld.

Voorgestelde artikel 259bis-13 van het Gerechtelijk Wetboek

In het derde lid moeten de woorden "op voordracht van de Minister van Justitie" vervallen. Ze dragen niet bij tot het begrijpen van de tekst.

Voorgestelde artikel 259bis-14 van het Gerechtelijk Wetboek

1. De onderzochte tekst wijkt af van de voorgestelde tekst van artikel 151, § 3, eerste lid, 7° en 8°, van de Grondwet, dat bepaalt dat de Hoge Raad voor de Justitie onder meer bevoegd is voor "het evalueren en bevorderen van de interne controlemiddelen" en dat "enige tuchtrechtelijke en strafrechtelijke bevoegdheid" van deze Raad uitsluit.

.../...

Die bevoegdheid omvat niet het toezicht op het gebruik van de middelen van interne controle binnen de rechterlijke organisatie, zoals echter in de onderzochte bepaling wordt voorgeschreven.

Die uitbreiding van de bevoegdheid zou trouwens afbreuk kunnen doen aan het beginsel van de onafhankelijkheid van de rechters en van het openbaar ministerie, een beginsel dat vastgelegd is in paragraaf 1 van hetzelfde voorgestelde artikel 151.

Zo is het ondenkbaar dat de Hoge Raad voor de Justitie zich zou mengen in de bevoegdheden die het openbaar ministerie ingevolge artikel 1088 van het Gerechtelijk Wetboek uitoefent, net zoals het ondenkbaar is dat hij zich zou bemoeien met de uitoefening van tuchtrechtelijke bevoegdheden ten aanzien van de leden van de rechterlijke orde.

De tekst van artikel 259bis-14 zou moeten worden afgestemd op het voorgestelde artikel 151 van de Grondwet.

Zoals in de artikelsgewijze bespreking omtrent laatstgenoemd artikel wordt opgemerkt :

"Het betreft een opdracht tot globale doorlichting en evaluatie van deze middelen (van interne controle) met als doel het responsabiliseren van de verantwoordelijken en het optimaliseren van het wetgevend instrumentarium;"

.../...

De paragrafen 1 en 2 van de onderzochte bepaling behoren dienovereenkomstig te worden herzien (1).

2. In de Franse tekst van paragraaf 3 is het woord "réunie" tussen de woorden "enquête" en "établit" blijkbaar vergeten.

Voorgestelde artikel 259bis-15 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Om meer aan te sluiten bij het voorstel tot wijziging van artikel 151 van de Grondwet en om de bevoegdheid van de Hoge Raad voor de Justitie terzake beter te omschrijven, wordt voorgesteld die paragraaf als volgt te stellen :

"§ 1. Elke advies- en onderzoekscommissie ontvangt de klachten over de werking en de organisatie van de rechterlijke orde en zorgt voor de voortgang ervan, zonder enige strafrechtelijke of tuchtrechtelijke bevoegdheid uit te oefenen of handelingen te verrichten die tot het rechterlijk ambt behoren.".

(1) In paragraaf 1 blijken sommige verwijzingen naar het Gerechtelijk Wetboek onjuist te zijn. Zo bijvoorbeeld heeft het voorgestelde artikel 342 van het Gerechtelijk Wetboek geen betrekking op de taken van de algemene vergadering, maar op de manier waarop die algemene vergadering beraadslaagt, en heeft het voorgestelde artikel 347 alleen betrekking op de samenstelling van de korpsvergadering.

Als de voorgestelde redactie wordt overgenomen, kunnen de onderdelen 1°, 2° en 3° van paragraaf 3, eerste lid, die enigszins dubbelzinnig gesteld zijn, vervallen.

3. Wat paragraaf 4 betreft, zijn er twee mogelijkheden :

- ofwel worden de feiten waarop de klacht betrekking heeft, voor verder gevolg aan de korpschef en aan de hiërarchische meerdere meegedeeld, en in dat geval is de hiërarchische meerdere de meest geschikte persoon om aangeklaagde en aanklager te horen;

- ofwel geven de feiten waarop de klacht betrekking heeft, geen aanleiding tot een strafrechtelijke of tuchtrechtelijke vordering, en in dat geval staat het aan de verenigde advies- en onderzoekscommissie om hen te horen.

Twee hoorvergaderingen na elkaar organiseren, één door de verenigde advies- en onderzoekscommissie en één door de korpschef of de hiërarchische meerdere, zou de rechtszekerheid in het gedrang kunnen brengen, onder meer wegens de kans op tegenstrijdige verklaringen.

Het is wenselijk de tekst dienovereenkomstig te herzien.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-16 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Deze bepaling, die het recht van onderzoek van de verenigde advies- en onderzoekscommissie vastlegt, moet worden gelezen in het licht van de opmerkingen die over het voorgestelde artikel 259bis-15 zijn gemaakt.

2. De indieners van het voorstel worden erop attent gemaakt dat het onderzoek dat de verenigde advies- en onderzoekscommissie instelt, de bevoegde instanties geenszins vrijstelt van de verplichting strafrechtelijke en tuchtrechtelijke onderzoeken te doen met het oog op het instellen van de straf- of tuchtvordering. Die instanties kunnen zich niet alleen baseren op de vaststellingen die de commissie tijdens haar onderzoek heeft gedaan.

3. In de commentaar op het onderzochte artikel wordt het volgende gepreciseerd : "Van zodra de feiten aanleiding geven tot een strafrechtelijk of tuchtrechtelijk onderzoek, stelt dit een einde aan het onderzoek van de verenigde advies- en onderzoekscommissie" (blz. 55). Die precisering zou in de tekst moeten worden vermeld.

4. Wat het overleggen van de gerechtelijke dossiers betreft, wordt in het voorstel niet vermeld welke werkwijze daarbij zal worden gevolgd en schrijft het voorstel geen

.../...

controlemiddelen voor in geval van betwisting. Daarvoor zou de wetgever zich zeer goed kunnen baseren op de mechanismen vermeld in de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, inzonderheid in artikel 4, § 5, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1996. Als die oplossing wordt gekozen, kan de tweede zin van paragraaf 3, derde lid, 3°, vervallen.

5. Artikel 458 van het Strafwetboek moet worden aangevuld met een bepaling die voorschrijft dat dit artikel niet van toepassing is op de verklaringen die worden afgelegd voor de verenigde advies- en onderzoekscommissie, overeenkomstig het voorgestelde artikel 259bis-16, § 3, derde lid, 3° (1).

6. In paragraaf 2 zou het duidelijker zijn in fine te schrijven : "... binnen de termijn die zij vaststelt."

Voorgestelde artikel 259bis-17 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Paragraaf 3, 8°, van het voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet sluit elke tuchtrechtelijke bevoegdheid van de Hoge Raad voor de Justitie uit.

(1) Zie in dat verband het voornoemde advies L. 26.815/2/V, blz. 53.

De indieners van het voorstel drukken herhaaldelijk de wil uit die grondwetsbepaling na te leven. Paragraaf 2 van het onderzochte artikel doet evenwel afbreuk aan die bepaling, daar de Hoge Raad voor de Justitie de bevoegde overheid kan verzoeken een tuchtprocedure in te stellen.

Hoogstens kan men zich indenken dat de Hoge Raad de feiten die hij heeft vastgesteld aan de tuchtoverheid en aan de minister mededeelt. Aan het einde van het eerste lid van paragraaf 2 behoren de woorden "met het verzoek een tuchtprocedure in te stellen" dan ook te vervallen.

In dat verband behoren in het tweede lid de woorden "op een met redenen omklede wijze" te vervallen.

3. In paragraaf 2, eerste lid, is de verwijzing naar artikel 259bis-15, § 3, in de Franse tekst verkeerd. Het gaat eigenlijk om artikel 259bis-16, § 3, zoals in de Nederlandse tekst wordt vermeld.

Voorgestelde artikel 259bis-18 van het Gerechtelijk Wetboek

Artikel 259bis-14, § 7, waarnaar in de Franse tekst van het onderzochte artikel wordt verwezen, bestaat niet. Men verwijze, net zoals in de Nederlandse tekst, naar artikel 259bis-15, § 7.

.../...

Voorgestelde artikel 259bis-19 van het Gerechtelijk Wetboek

1. De vraag rijst of het niet wenselijk zou zijn om in paragraaf 1 ook de personen te vermelden die met een lid van de Hoge Raad voor de Justitie een feitelijk gezin vormen, zoals trouwens het geval is in het voorgestelde artikel 259ter, § 1, laatste lid.

2. Paragraaf 2 is overbodig. Krachtens artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering geldt de daarin vervatte verplichting immers voor iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar. Aangezien de leden van de Hoge Raad voor de Justitie een gestelde overheid zijn, is dat artikel op hen van toepassing, zodat het niet dienstig is zulks te herhalen.

3. In paragraaf 3 zou moeten worden aangegeven waarop de geheimhoudingsplicht die door de voorgestelde bepaling wordt ingesteld betrekking heeft.

Voorgestelde artikel 259bis-20 van het Gerechtelijk Wetboek

In paragraaf 1, eerste lid, wordt bepaald dat het lid tegen wie een tuchtprocedure is ingesteld zich ertegen kan verzetten dat de Hoge Raad voor de Justitie in kennis wordt gesteld van het bestaan van die procedure en van de redenen die daaraan ten grondslag liggen.

.../...

De vraag rijst wat de bestaansreden van die bepaling is en of het niet wenselijk is dat de Hoge Raad voor de Justitie in ieder geval in kennis wordt gesteld van de tuchtprocedures die tegen zijn leden zijn ingesteld en van de redenen die daaraan ten grondslag liggen.

Voorgestelde artikel 259bis-21 van het Gerechtelijk Wetboek

De eerste zin van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gesteld :

"§ 2. De leden van de Hoge Raad die geen lid zijn van het bureau en hun plaatsvervangers hebben voor hun werkzaamheden in de Hoge Raad en de Commissies recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerde dag niet meer mag bedragen dan 1/30e van de maandelijkse toelage toegekend aan het lid, voorzitter van de Raad, dat geen magistraat is.".

Artikel 39

Hoofdstuk Vter is in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd bij de wet van 6 mei 1997, en niet bij die van 25 juni 1997, welke de datum is waarop die wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

.../...

Voorgestelde artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek

1. Uit deze bepaling, de commentaar erop in de artikelsgewijze bespreking en de onderlinge samenhang ervan met artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals dat bij artikel 44 van het onderzochte voorstel gewijzigd wordt (1), blijkt dat de minister de opgesomde adviezen binnen vijfenveertig dagen vanaf de bekendmaking van de vacature alleen hoeft aan te vragen, doch niet dat hij ze binnen die termijn moet hebben gekregen. Paragraaf 1, eerste lid, zou dan ook anders geformuleerd moeten worden door de uitdrukking "wint ... in" te vervangen door de uitdrukking "vraagt ... aan".

Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 259quater, § 2, eerste lid.

In paragraaf 1, derde lid, zouden de woorden "Voormelde instanties" moeten worden vervangen door de woorden "De personen bedoeld in het eerste en het tweede lid". Daarnaast zou in de tekst moeten worden aangegeven wie de plaatsvervanger aanwijst.

2. Paragraaf 2, tweede lid, is slecht gesteld. De redactie ervan zou moeten worden herzien op basis van de commentaar die daarop wordt gegeven in de toelichting bij het voorstel.

(1) Deze bepaling legt de termijn voor de indiening van kandidaturen vast op één maand vanaf de bekendmaking van de vacature.

Bovendien wordt in de tekst niet aangegeven binnen welke termijn de minister de kandidaat van het uitblijven van een advies op de hoogte dient te brengen, wat het gevaar inhoudt dat de termijn van negentig dagen wel eens verstreken zou kunnen zijn voor de kandidaat van het uitblijven van het advies kennis krijgt. Daarenboven dienen de woorden "in voorkomend geval" te vervallen.

Deze opmerking geldt ook voor de voorgestelde paragraaf 3, vijfde lid.

De termijn van negentig dagen gesteld in het derde lid lijkt juist. De termijn van vijftachtig dagen waarvan in de Franse tekst van de artikelsgewijze bespreking sprake is, is echter onjuist. De voornoemde artikelsgewijze bespreking zou dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 259ter, § 5, eerste lid.

In datzelfde derde lid zouden met het oog op de rechtszekerheid de woorden "of de verzending" moeten vervallen. Het gaat immers telkens om een kennisgeving, ongeacht of die bij ter post aangetekende brief geschiedt dan wel door de overhandiging van een kopie van het advies tegen ontvangstbewijs.

Krachtens het vierde lid van dezelfde paragraaf kan de Koning bepalen welke documenten als bijlage bij de kandidatuur dienen te gaan. Het zou logischer zijn zulk een bepaling op te nemen in het voorgestelde artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen bepaalt.

.../...

Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 259quater, § 2, derde lid.

3. In paragraaf 3, vierde lid, zou moeten worden aangegeven of de algemene vergadering dan wel de minister aan de kandidaten een kopie van de adviezen dient te sturen.

Het vijfde lid van dezelfde paragraaf biedt de kandidaat niet de mogelijkheid om te reageren als de adviezen niet binnen de voorgeschreven termijn worden gegeven. Ten opzichte van de gevallen vermeld in paragraaf 2, derde lid, vormt zulks een verschillende behandeling, waarvan de reden niet duidelijk is.

4. In paragraaf 5 zou tevens het geval moeten worden geregeld waarin de Koning binnen een termijn van zestig dagen geen enkele beslissing neemt.

Voorgestelde artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1 dienen na de woorden "binnen hetzelfde rechtscollege" de woorden "of binnen hetzelfde parket" te worden ingevoegd.

2. Paragraaf 2, eerste lid, 2°, in fine, luidt als volgt : "Artikel 259ter, § 3 is van overeenkomstige toepassing.". Men kan zich moeilijk indenken wat die overeenkomstige toepassing inhoudt, aangezien de adviezen van de algemene vergaderingen in de desbetreffende gevallen in een

.../...

ander stadium van de procedure worden gegeven. Het advies bedoeld in het voorgestelde artikel 259ter, § 3, wordt gegeven nadat het kandidatuurdossier volledig is samengesteld, terwijl het advies bedoeld in het voorgestelde artikel 259quater, § 2, 2°, wordt gegeven zodra de kandidaturen zijn ingediend. Daaruit volgt dat de termijnen en de nadere regels voor het raadplegen ervan niet zomaar kunnen worden overgenomen.

In paragraaf 2, eerste lid, 3°, zijn de woorden "in voorkomend geval" overbodig.

Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 259quater, § 5, eerste lid.

De artikelsgewijze bespreking van paragraaf 2, derde lid, geeft nauwelijks enige toelichting omtrent de inhoud van "het beleidsplan van de kandidaat". Het lijkt aannemelijk dat de benoemings- en aanwijzingscommissie advies geeft over de louter administratieve aspecten van het voorgenomen beleid, maar de vraag rijst of dat advies ook betrekking kan hebben op de maatregelen van strafrechtelijk beleid die de kandidaat voornemens zou zijn te treffen in het kader van de algemene maatregelen en van de richtlijnen inzake strafrechtelijk beleid vastgesteld door de bevoegde overheden, in geval hij als korpschef in een parket zou worden aangewezen.

3. In de Franse tekst van paragraaf 3 is sprake van een "classement" van de kandidaten voor het mandaat van korpschef. Het begrip "classement" komt echter niet voor in

.../...

de paragrafen 4 en 5 van het voorgestelde artikel 259ter, waarnaar in de onderzochte bepaling wordt verwezen.

De vraag rijst of de bepalingen waarnaar aldus verwezen wordt, niet eveneens het bestaan van een rangschikking van de kandidaten voor de benoeming vooronderstellen.

4. Paragraaf 4 bepaalt dat de korpschef die uit het rechtscollege zelf afkomstig is na afloop van zijn mandaat in voorkomend geval opnieuw het adjunct-mandaat opneemt waarvoor hij vast aangewezen was.

Zulks betekent, a contrario, dat degene die niet vast is aangewezen voor een adjunct-mandaat, bij voorbeeld een eerste substituut met zeven jaar anciënniteit in dat mandaat die als korpschef zou worden aangewezen, na afloop van zijn mandaat opnieuw een gewone substituut zou worden.

De vraag rijst of zulk een systeem de magistraten die niet vast zijn aangewezen voor een adjunct-mandaat, niet zal ontmoedigen het mandaat van korpschef te ambiëren.

In diezelfde paragraaf 4 zouden tussen de woorden "uit het rechtscollege" en het woord "zelf" de woorden "of het parket" moeten worden ingevoegd.

5. Volgens de commentaar op paragraaf 5, tweede lid, in de artikelsgewijze bespreking bestaat voor een zittend magistraat die het ambt van korpschef van het openbaar ministerie heeft uitgeoefend of voor een magistraat

.../...

van het openbaar ministerie die het ambt van korpschef van een rechtscollege heeft uitgeoefend geen mogelijkheid om terug te keren naar hun oorspronkelijk rechtscollege of korps en blijven zij in het rechtscollege of het korps waar zij het mandaat van korpschef hebben uitgeoefend. De ontworpen tekst zou opnieuw geformuleerd moeten worden opdat die idee duidelijker tot uiting komt dan door een loutere verwijzing naar paragraaf 4.

Voorgestelde artikel 259quinquies van het Gerechtelijk Wetboek

Paragraaf 1, 1°, zou als volgt preciezer zijn gesteld : "... de kamervoorzitters bij het hof van beroep en bij het arbeidshof en de ondervoorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel ...".

Volgens dezelfde bepaling geschiedt de aanwijzing "uit twee kandidaten die, indien voorhanden, door de korpschef op gemotiveerde wijze worden voorgedragen."

De voorgestelde tekst geeft niet aan :

- of de kandidaten een kandidatuur moeten insturen dan wel of zij ambtshalve door de korpschef worden voorgedragen;
- of de korpschef verplicht is twee kandidaten voor te dragen "indien voorhanden", dan wel of de korpschef, zoals de artikelsgewijze bespreking lijkt aan te geven, slechts één kandidaat zou kunnen voordragen.

.../...

In de Franse versie van onderdeel 2° is de woordverbinding "premiers substituts près la cour d'appel et la cour du travail" verkeerd. Bovendien houdt de voorgestelde bepaling geen rekening met alle adjunct-mandaten binnen de parketten zoals die zijn opgesomd in het voorgestelde artikel 186bis, § 1, 3°. Doordat zowel in de Nederlandse als in de Franse lezing van paragraaf 1, 2°, van het voorgestelde artikel 259quinquies van het Gerechtelijk Wetboek alleen wordt verwezen naar de hoven van beroep en de arbeidshoven, worden de eerste advocaten-generaal en de advocaten-generaal bij het Hof van Cassatie en bij het Krijgshof over het hoofd gezien. De redactie van dat onderdeel 2° zou dan ook moeten worden verbeterd door een onderscheid te maken tussen, enerzijds, de eerste advocaten-generaal en de advocaten-generaal bij de hoven, en, anderzijds, de eerste substituten bij de rechtbanken.

Voorgestelde artikel 259sexies van het Gerechtelijk Wetboek

1. De commentaar die in de artikelsgewijze bespreking op paragraaf 1 wordt gegeven (blz. 67), volgens welke "de onderzoeksrechters, de beslagrechters, de rechters in de jeugdrechtbank en de jeugdrechter in beroep niet langer (worden) aangewezen door de Koning maar door de algemene vergadering op gemotiveerde voordracht van de korpschef", is strijdig met de tekst zelf, naar luid waarvan "de onderzoeksrechters, de beslagrechters en de rechters in de jeugdrechtbank ... door de Koning (worden) aangewezen op voordracht van de bevoegde algemene vergadering uit de kandidaten die op gemotiveerde wijze door de korpschef worden voorgesteld."

.../...

In paragraaf 1, 1°, zijn de woorden "tenzij de Koning van de laatste voorwaarde afwijkt en Hij zijn keuze met bijzondere redenen omkleedt" niet duidelijk, doordat ze het niet mogelijk maken precies vast te stellen van welke voorwaarde kan worden afgeweken, gelet op de teneur van artikel 80, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek. De commentaar in de artikelsgewijze bespreking op de onderzochte bepaling bevat geen enkele verduidelijking in dit verband.

In onderdeel 3°, wordt verwezen naar de wijze van adviesinwinning bedoeld in het voorgestelde artikel 259ter, § 3, die verband houdt met de benoemingen in het hof van beroep en die dan ook niet zonder meer op de nationale magistraten kan worden toegepast.

2. In paragraaf 2 behoort te worden aangegeven dat de vernieuwing van de "bijzondere mandaten" (beter : specifieke mandaten) afhankelijk is van de evaluatie.

3. Paragraaf 3 bepaalt niet wat er met de titularis van een specifiek mandaat die geen federale magistraat noch een hulpmagistraat is, gebeurt na afloop van dat mandaat.

.../...

Artikel 40Voorgestelde artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek

1. Paragraaf 2 voorziet niet in het overzenden van het stageverslag (de stageverslagen) bedoeld in het derde lid aan de benoemings- en aanwijzingscommissie, terwijl het verslag betreffende het derde stadium van de opleiding wél wordt overgezonden. De vraag rijst of dat verschil gerechtvaardigd is.

In paragraaf 2, vierde lid, wordt aan de "eerste voorzitter" - zonder nadere precisering - de taak opgelegd een afschrift van het stageverslag over te zenden. Blijkbaar is in de tekst een vergissing geslopen en zou die taak aan de voorzitter van de rechtbank in kwestie moeten worden opgedragen.

2. In de artikelsgewijze bespreking zou moeten worden aangegeven om welke, wellicht technische reden, de regel vervat in paragraaf 6, vijfde lid, wordt voorgeschreven.

3. In paragraaf 8 dient de Franse tekst op de Nederlandse tekst te worden afgestemd. De wedde wordt immers maandelijks na vervallen termijn betaald.

.../...

Artikel 41

Aangezien deel II, boek I, titel VI, hoofdstuk Vquinquies, dat bij het wetsvoorstel in het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoegd, in afdelingen is onderverdeeld, dient erop te worden toegezien dat geen enkel artikel buiten die onderverdeling valt. Het voorgestelde artikel 259nonies maakt immers geen deel uit van zulk een afdeling.

Voorgestelde artikel 259nonies van het Gerechtelijk Wetboek

1. Het tweede lid zou moeten worden opgesplitst en de redactie ervan zou moeten worden herzien teneinde twee onderscheiden kwesties te regelen :

1° het feit dat de evaluatieverslagen worden opgesteld binnen een maand na de voor de evaluatie gestelde maximumtermijn;

2° de mogelijkheid van vervroegde evaluaties.

2. Wat het vierde lid betreft, blijkt uit de artikelsgewijze bespreking dat de evaluatie evenmin betrekking mag hebben op de wijze waarop het openbaar ministerie de strafvordering uitoefent.

In de tekst zelf wordt met die precisering geen rekening gehouden.

.../...

De artikelsgewijze bespreking en de tekst zouden op elkaar moeten worden afgestemd.

3. In het zevende lid zou het zekerder zijn te bepalen dat de termijn van tien dagen ingaat zodra van de voorlopige evaluatie kennis is gegeven, in plaats van vanaf de verzending van die voorlopige evaluatie.

Voorgestelde artikel 259decies van het Gerechtelijk Wetboek

1. In paragraaf 1 dient het ondeugdelijke begrip "graad" te worden vervangen door het begrip "ambt".

2. In paragraaf 2 wordt niets geregeld voor de aanwijzing van plaatsvervangers van de evaluatiemagistraten waarvan in de artikelsgewijze bespreking sprake is. Bijgevolg kunnen de evaluatiemagistraten bij de huidige stand van de voorgestelde tekst zelf niet geëvalueerd worden.

In paragraaf 2 wordt evenmin bepaald dat de evaluatiemagistraten de opleiding moeten hebben genoten waarnaar in de artikelsgewijze bespreking wordt verwezen.

Die leemten zouden moeten worden aangevuld.

.../...

Artikel 45

(voorgestelde artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de Franse tekst van artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek wordt de term "réception" gebezigd. Die term zou ook moeten worden gebruikt in het voorgestelde eerste lid in plaats van de term "installation".

2. Er zou moeten worden aangegeven dat dit artikel ook bij de wet van 10 februari 1998 is gewijzigd.

3. In de artikelsgewijze bespreking wordt verwezen naar de invoeging van bepalingen betreffende de installatie voor de adjunct-mandaten van eerste advocaat-generaal, eerste substituut-procureur des Konings en eerste substituut-arbeidsauditeur. De voorgestelde tekst bevat echter geen bepalingen betreffende de eerste substituut-procureur des Konings of betreffende de eerste substituut-arbeidsauditeur. Die leemte zou moeten worden aangevuld.

Artikel 46

(voorgestelde artikel 289 van het Gerechtelijk Wetboek)

Het voorgestelde lid is overbodig. Enerzijds bepaalt het lid dat bij artikel 45 van het voorstel in artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoegd dat de installatie in het kader van een adjunct-mandaat bij de eerste aanwijzing geschiedt. Anderzijds bepaalt artikel 289, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek dat de eedaflegging bij de installatie geschiedt.

.../...

Artikel 50

(voorgestelde artikel 312 van het Gerechtelijk Wetboek)

Er behoort te worden aangegeven dat artikel 312 van het Gerechtelijk Wetboek ook bij de wet van 10 februari 1998 is gewijzigd.

Overigens wordt de voorgestelde wijziging twee keer geformuleerd, telkens in een andere vorm.

Artikel 54

(voorgestelde artikel 320 van het Gerechtelijk Wetboek)

De Raad van State ziet niet in van welke andersluidende bepaling in het voorgestelde artikel 320 van het Gerechtelijk Wetboek sprake is. De artikelsgewijze bespreking geeft daaromtrent geen toelichting.

Zoals artikel 54 van het voorstel geformuleerd is, is daarin alleen sprake van de korpschefs van de hoven en rechtbanken, wat naar de zittende magistratuur verwijst. Er bestaat dan ook geen grond om in artikel 57 van het voorstel artikel 325, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek op te heffen, tenzij gepreciseerd wordt dat het voormelde artikel 54 ook op de magistraten van het openbaar ministerie en het parket van toepassing is.

.../...

Artikel 55

(artikel 323bis van het Gerechtelijk Wetboek)

Het verdient aanbeveling geen gebruik te maken van het woord "mandaat", teneinde verwarring te voorkomen, inzonderheid met het begrip "mandaat van korpschef". Het woord "opdracht" volstaat.

Het derde lid van het voorgestelde artikel bepaalt welk ambt de korpschef van het parket zal uitoefenen na afloop van de opdracht waarmee hij is belast. Deze bepaling hoort veeleer thuis in de artikelen 327 en 327bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 60

(voorgestelde artikel 340 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Op basis van het voorgestelde artikel 340, § 2, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek kan niet worden uitgemaakt welke overheid het verslag van de algemene vergadering van het rechtscollege in kwestie aan de Hoge Raad voor de Justitie en aan de Minister bezorgt.

Wat onderdeel 5° van diezelfde paragraaf betreft, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is over het voorgestelde artikel 259sexies, § 1.

Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 342, § 2.

.../...

2. In paragraaf 3, tweede lid, 1°, zijn de woorden "in verenigde kamers" overbodig, aangezien het om de algemene vergadering gaat.

In dezelfde paragraaf zou de Franse lezing van onderdeel 3°, tweede zin, als volgt moeten worden gesteld : "Si le rapport traite du fonctionnement de la cour d'appel, il comporte également ...".

Om paragraaf 3, derde lid, in overeenstemming te brengen met het voorgestelde artikel 259bis-7, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, zou moeten worden aangegeven dat de verslagen ook aan de Hoge Raad voor de Justitie moeten worden bezorgd.

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 4.

Artikel 62

(voorgestelde artikel 342 van het Gerechtelijk Wetboek)

Het voorgestelde artikel 342, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bevat een bijzondere regel met betrekking tot de samenstelling van de algemene vergaderingen van de hoven, doch geen regel betreffende het quorum of de stemmingen. Dat lid hoort veeleer thuis in artikel 61 van het voorstel, waarbij een nieuw artikel 341 in het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoegd.

.../...

Artikel 70

(voorgestelde artikel 348 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het voorgestelde artikel 348, § 2, tweede zin, van het Gerechtelijk Wetboek lijkt het woord "beslissingen" te moeten worden vervangen door het woord "aanwijzingen". Het lijkt immers niet de bedoeling van de indieners van het voorstel de korpsvergadering ertoe te verplichten om bij geheime stemming uitspraak te doen over alle zaken die tot haar bevoegdheid behoren.

Artikel 75

(voorgestelde artikel 378 van het Gerechtelijk Wetboek)

De vraag rijst of in het voorgestelde lid van artikel 378 van het Gerechtelijk Wetboek de woorden "de aanwijzing" niet dienen te worden vervangen door de woorden "de werkelijke uitoefening van het ambt", gelet op het eerste lid van de huidige tekst van artikel 378 en op de specifieke betekenis die in de onderzochte bepaling aan het woord "aanwijzing" wordt gegeven.

Artikel 79

In de inleidende zin dient te worden aangegeven dat artikel 43bis, § 3, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken is ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd is bij de wetten van 26 juni 1974 en 23 september 1985.

.../...

Artikel 80

Artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten is herhaaldelijk gewijzigd en daardoor bijna onbevattelijk geworden. Derhalve zou dat artikel volledig moeten worden herschreven.

In de inleidende zin dienen de nog vigerende wijzigingen te worden vermeld die in dat artikel zijn aangebracht, namelijk de wijzigingen vervat in de wetten van 6 augustus 1993, 1 december 1994 en 9 juli 1997.

Artikel 81

In het Franse opschrift dat voorafgaat aan artikel 81 van het voorstel zou moeten worden aangegeven dat de wet die bij het voorstel wordt gewijzigd de wet van 9 juli 1997 is.

Artikel 87

Er zou moeten worden aangegeven dat artikel 126ter van de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger ingevoegd is bij de wet van 2 juli 1969.

.../...

Artikel 88

1. Er behoort te worden aangegeven dat artikel 127 van diezelfde wet vervangen is bij de besluitwet van 16 november 1918 en gewijzigd is bij de wet van 2 juli 1969.

2. De onderzochte bepaling geeft aan de term "adjunct-mandaat(houder)" een precieze betekenis. Die uitdrukking is echter niet gedefinieerd in de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger. In laatstgenoemd Wetboek zou dan ook moeten worden verwezen naar het voorgestelde artikel 186bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Overgangsmaatregelen

De overgangsmaatregelen moeten worden ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek en, in de mate van het mogelijke, in de artikelen waarop ze betrekking hebben.

De lezer dient immers in het Gerechtelijk Wetboek een volledig en juist beeld te kunnen vinden van de geldende wetgeving terzake.

Artikel 89

Om de Franse tekst van de onderzochte bepaling te laten overeenstemmen met de commentaar erop in de artikels-gewijze bespreking, dient te worden geschreven "a été faite par le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la

.../...

Région de Bruxelles-Capitale ..." in plaats van "incombe au groupe linguistique néerlandais du Conseil de Bruxelles-Capitale ...".

Verderop in de Franse tekst van deze bepaling dient de zinsnede met betrekking tot de "groupe linguistique français" dienovereenkomstig te worden vervangen.

Artikel 90

1. Er wordt verwezen naar opmerking nr. 4, die gemaakt is over het voorgestelde artikel 259bis-2, § 5, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Blijkbaar zijn de kandidaturen waarnaar in de tweede zin van de onderzochte bepaling wordt verwezen diegene welke zijn bedoeld in paragraaf 5, tweede lid, en niet in paragraaf 4, tweede lid, van het voorgestelde artikel 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek. Bovendien bepaalt althans de Franse tekst van die paragraaf 5 reeds dat de kandidaturen aan de Minister van Justitie moeten worden toegestuurd, zodat de onderzochte bepaling in dat opzicht overbodig is.

Artikel 92

De tekst van artikel 92 is niet duidelijk wat de benoemingsprocedures betreft. Er zou moeten worden bepaald dat de artikelen 16 tot 46 van het voorstel van toepassing zijn op de procedures betreffende ambten waarvan de vacature

.../...

na de inwerkingtreding van die artikelen in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 93

Paragraaf 1 van het onderzochte artikel is van toepassing op de korpschefs die met toepassing van de artikelen 327 en 327bis van het Gerechtelijk Wetboek gedetacheerd zijn. Daardoor wijkt die paragraaf af van de regel van het voorgestelde artikel 323bis, derde lid, van hetzelfde Wetboek, dat bepaalt dat de aanvaarding van een opdracht in de zin van de voornoemde artikelen 327 en 327bis het verlies van het mandaat van korpschef met zich brengt.

In paragraaf 1, eerste lid, van de onderzochte tekst is het raadzaam de woorden "en in voorkomend geval gedelegeerd zijn" te vervangen door de woorden "met inbegrip van degenen die gedetacheerd zijn".

Overigens zouden in deze bepaling, in fine, achter de woorden "in de hoven en rechtbanken waar zij werkzaam zijn" de woorden "of in de parketten bij die hoven en rechtbanken" moeten worden ingevoegd.

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 2, in fine.

In paragraaf 1, tweede lid, 2°, zou het beter zijn te bepalen dat de zevenjarige duur van het mandaat ingaat "vanaf die bekendmaking", waarbij in het gehele artikel 93 het woord "publicatie" tevens wordt vervangen door het woord "bekendmaking".

.../...

Artikel 95

In het tweede lid van de Franse tekst zouden de woorden "mandats supérieurs" moeten worden vervangen door de woorden "mandats adjoints", aangezien het woord "adjunct-mandaten", dat in de Nederlandse tekst wordt gebruikt, het juiste lijkt.

Artikel 96

Het staat aan de wetgever om na te gaan of het niet verkieslijk is de Koning te machtigen tot het coördineren van alle bepalingen die in het Gerechtelijk Wetboek voorkomen, onder voorbehoud van bekrachtiging bij de wet van het koninklijk coördinatiebesluit.

Artikel 97

De tekst van het onderzochte artikel stemt niet overeen met het bepaalde in de artikelsgewijze bespreking. Inzonderheid treden de bepalingen van het voorstel die betrekking hebben op de oprichting van een Hoge Raad voor de Justitie niet onmiddellijk in werking, maar wél op de door de Koning bepaalde datum, doch uiterlijk twaalf maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Overigens zou in fine beter worden geschreven : "en uiterlijk twaalf maanden na de bekendmaking van de wet.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame J. MESSINNE,
Mevrouw O. DAURMONT

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs F. DELPEREE,
de Heren J.-M. FAVRESSE

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. LOMBAERT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. LOMBAERT, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN